

# Un système politique en retard sur la société civile

Par Roger Sue \*

Alors que la démocratie représentative donne de nombreux signes de faiblesse, de nouvelles formes de représentation de la société civile surgissent, plus proches des individus : associations, forums de discussion ou mouvements sociaux. C'est de là que renaîtra l'imaginaire démocratique.

Vivons-nous une période de régression démocratique (1) comme on voudrait nous le faire croire ? Bien des indices semblent aller dans ce sens : abstention record, discrédit de la classe politique, absence de civisme, faible cohésion sociale, progression de la violence, montée des extrémismes (2)... Il faut pourtant se méfier des fausses évidences et des jugements hâtifs. Et si la crise du politique et le sentiment de malaise dans la démocratie étaient moins les effets d'une régression que d'une progression de l'exigence démocratique dans la société civile, à laquelle les institutions politiques actuelles ne savaient ni ne pouvaient plus répondre ?

Pour l'essentiel, la déshérence de la démocratie représentative s'explique par deux grandes évolutions sociologiques. D'un côté, la politique perd de son pouvoir pour cause de mondialisation, d'économisme triomphant et de désertion des grands récits et idéologies qui donnaient sa puissance au discours politique. De l'autre, la société civile a gagné en

maturité politique et en autonomie. Les valeurs de la démocratie s'y sont progressivement diffusées, haussant considérablement le niveau d'exigence à l'égard du politique. Ainsi, la dénonciation des affaires politiques, des privilèges, des passe-droits et du népotisme du milieu politique ne tient pas à une classe politique particulièrement corrompue.

Les mœurs de ce milieu ne sont pas subitement devenues délétères (3), mais le niveau de conscience atteint par l'opinion publique interdit désormais ce qui s'est longtemps pratiqué en toute impunité, sans que personne ne s'en émeuve, pas plus le magistrat, le journaliste que le citoyen.

Ce grand écart croissant, en forme de divorce entre société civile et représentation politique, nous invite à un retour sur la question démocratique. Il est passé le temps où des représentants régulièrement élus par le suffrage universel suffisaient à qualifier un régime de démocratique. Notre perception de la démocratie est singulièrement plus développée, exigeante et complexe. Faut-il rappeler que le régime démocratique, à la différence d'autres régimes, n'est pas un état (ni l'État !) se satisfaisant de normes institutionnelles et de procédures juridiques, aussi justes soient-elles. Mais qu'il est un processus continu de démocratisation au fil de l'histoire, dont chaque époque se doit de donner une version plus avancée et plus conforme à son imaginaire initial : celui de l'autogouvernement de la société par elle-

même. Dans une société en mouvement, une démocratie qui ne progresse pas régresse. La mise en question de la politique résulte de son incapacité croissante à remplir les fonctions qui sont traditionnellement les siennes, tout particulièrement celles du pouvoir, du discours, de la représentation et de la légitimité. La perte de pouvoir du politique en raison de la relativisation de la place de l'État-nation est incontestable. Mondialisation (4) et localisme défient par le haut et par le bas ce lieu essentiel de la légitimité politique, à l'intérieur duquel s'est forgée l'identité des régimes démocratiques. Ce n'est certes pas la fin des États-nations, plutôt leur banalisation dans une sorte de balkanisation des pouvoirs, sans qu'émerge une véritable gouvernance mondiale à la hauteur de la globalisation des questions politiques d'aujourd'hui (environnement, santé, pauvreté, régulations économiques, terrorisme, etc.) (5). Ce que le pouvoir politique a perdu avec le déclin de l'autonomie des nations, il ne l'a pas regagné dans d'autres instances pouvant revendiquer une authentique légitimité démocratique et un exercice effectif du pouvoir.

De la société politique  
à la société de marché

Ce vide relatif a laissé le champ libre au déploiement d'un marché sans frontières, usant et abusant des avantages comparatifs entre nations, du dumping social et du chantage à la délocalisation. Aujourd'hui, il cherche à investir progressivement les domaines « réservés » de l'État et des politiques publiques comme la santé, l'éducation, les services sociaux, l'information, etc. En ce sens, nous sommes passés d'une société politique à une société de marché, consacrant ce qu'il faut bien appeler une défaite de la politique.

On peut mesurer l'étendue de cette défaite à la déferlante du chômage et de la précarité et à la forte progression des inégalités. L'exclusion sociale, c'est, au sens propre, le déni de citoyenneté, la désinsertion sociale ou la désaffiliation (6) qui mettent directement en cause la responsabilité politique dans son devoir d'intégration. Quant à la recrudescence des inégalités, elle mine le socle même du consensus démocratique de l'après-guerre autour d'un progrès censé profiter à tous, mais tout particulièrement aux plus démunis. Exclusion, pauvreté et montée des inégalités ont été les révélateurs dans l'opinion d'une impuissance politique déjà largement consommée.

Le pouvoir ne réside pas seulement dans l'action

24 > 25 gouvernementale, mais tout autant dans le discours>>

**Exclusion,  
pauvreté et montée  
des inégalités ont  
été les révélateurs  
dans l'opinion d'une  
impuissance poli-  
tique  
déjà largement  
consommée.**

# Le discours politique tend à devenir une forme de « variétés », se caricaturant lui-même dans des émissions du même nom.

>>>et dans l'adhésion qu'il suscite. La parole politique est d'abord une mise en discours de la société, une représentation générale autour de laquelle chacun se reconnaît et se positionne.

Aujourd'hui, les grandes idéologies messianiques ont vécu, et la distinction entre droite et gauche laisse de plus en plus perplexe.

Hors l'épuisement des contenus idéologiques, c'est plus prosaïquement l'incapacité à susciter l'adhésion par le discours, à « faire rêver », comme on le dit justement, qui est manifeste. La panne du discours tient aussi aux nouvelles conditions de sa réception. Une société d'individus (7) plus instruits et plus autonomes est moins réceptive à un discours global venu d'en haut. Plus aucun discours politique, hors crise grave, ne peut provoquer une adhésion telle qu'il en devienne « vrai ».

Le relâchement des rapports, auparavant étroits, entre les intellectuels et le milieu politique a également contribué à la désidéologisation du discours politique. Celui-ci tire de moins en moins son inspiration de nouveaux courants de pensée. Il provient beaucoup plus largement de sujets de société mis en relief et orchestrés par une poignée de journalistes qui « font l'opinion » (8). Ainsi le pouvoir du discours, qui faisait la force de la politique, n'est-il plus qu'un simple discours du pouvoir. Avec des programmes électoraux peu ou pas honorés (9), le politique a encore perdu un peu de sa crédibilité. Comme on le sait, le discours politique tend à devenir une forme de « variétés », se caricaturant lui-même dans des émissions du même nom qui offrent un refuge. Le politique est en représentation, comme au spectacle, de plus en plus coupé de la vraie représentation de la société civile.

Plus personne ne peut représenter quiconque de manière durable

Avec la modernité et la naissance de l'État-nation, la question démocratique se heurte à un double paradoxe (10) : comment concilier le grand nombre et la raison ? et comment justifier que l'individu souverain puisse se déprendre du plein exercice de sa liberté au bénéfice d'une assemblée de représentants ?

Démocratie et régime de représentation sont, au départ de la Révolution française, jugés incompatibles. Puis un compromis finit par s'installer autour de la notion hybride de démocratie représentative. Régime qui passera ultérieurement pour un stade supérieur de la démocratie, pour être finalement totalement assimilé et confondu avec la démocratie elle-même. L'acceptation d'un tel régime suppose que soient réunies certaines

conditions sociologiques. Notamment, le relâchement des dépendances communautaires au profit d'une identification de l'individu-citoyen à la patrie et à la nation, ainsi qu'une relation de reconnaissance entre l'électeur et l' élu qui favorise la projection et l'incarnation du corps social dans le corps politique. Ces conditions, qui ont présidé à la légitimité de la démocratie représentative et assuré bon an mal an sa continuité, ne sont évidemment plus les mêmes aujourd'hui.

L'individualisme, en particulier, n'a plus du tout le même sens. De l'individualisme de « libération » des communautés d'appartenance dont l'État-nation a été le creuset et le levier, nous sommes passés à un individualisme « d'affirmation » de plus en plus autoréférentiel et indifférent (voire opposé) à toute identification d'ordre institutionnel. Cet individu qui est de plus en plus « lui-même » ne se reconnaît plus dans aucune forme de représentation. Il s'agit en l'occurrence moins d'un repli sur soi que d'un déploiement du soi, qui peut certes être indifférent aux autres, mais aussi bien engagé dans des actions collectives. Ces engagements sont diversifiés, limités dans le temps, et l'individu accepte de moins en moins de perdre ou d'aliéner sa liberté ou de transiger avec ses convictions personnelles.

Plus personne ne peut prétendre représenter quiconque, de manière durable, sur la plupart des sujets qui le concernent. Et la représentation politique, qui en tirait sa légitimité, peut d'autant moins y prétendre qu'elle est concurrencée par d'autres formes de représentation, présumées plus proches de l'individu : associations, forums de discussion, coordinations ou mouvements sociaux, censés représenter la spontanéité et la vérité de collectifs d'individus associés qu'une situation (et non une organisation) réunit. Sans compter les sondages, qui concurrencent très directement le politique sur le terrain de la représentation de l'opinion publique. Face à cette profonde mutation du « représentable » de la société civile, la représentation politique, de son côté, n'a guère évolué dans ses procédures : même mandat discrétionnaire, même carriérisme, même prétention à parler au nom des autres, mêmes intérêts de « classe », etc. Bref, la représentation politique fait de moins en moins illusion... ce qui pose un problème majeur à une démocratie dite « représentative ».

Une politique pleinement légitime consisterait à remplir ces grandes fonctions – exercice du pouvoir, énonciation d'un discours au sens fort, faculté de représentation de la société civile – et à être reconnue pour cela. Comme c'est de moins en moins

26 > 27 le cas, la classe politique tend à justifier sa légitimité,

en dernier ressort, par le suffrage universel (11).

Comme si l'élection, par sa seule vertu et indépendamment de toute autre fonction, valait légitimation. En réalité, elle ne fait que donner des droits à exercer des fonctions politiques qui seules fondent la réalité de la légitimité politique. Comme l'élection est devenue le premier

(et le dernier) des arguments de la légitimité du politique, il faut préciser ce qu'elle recouvre.

Du côté de l'électeur, se pose la triple question de sa qualité, de sa participation et de sa liberté de choix. Les limites apportées au suffrage dit « universel » ont toujours été un bon indicateur de l'évolution de notre conception du régime démocratique. Pour l'heure, il est devenu indispensable d'avancer sur trois sujets :

- l'âge électoral (dans des sociétés où l'on demande aux jeunes de faire preuve de maturité de plus en plus tôt) ;
- le vote des étrangers – résidents réguliers – aux différentes élections ;
- l'organisation de scrutins directs aux échelons territoriaux qui ont une vraie pertinence politique comme les « pays », l'Europe ou d'autres aires géographiques.

On vote plus souvent « contre » que « pour »

La question de la liberté du choix de l'électeur doit aussi retenir l'attention quand on sait le peu de crédit accordé aux partis politiques qui filtrent, sélectionnent et décident des candidatures présentées. Comment accorder du crédit à des créatures d'organisations qui n'en ont pas ?

En conséquence, le choix électoral est fréquemment un choix par défaut : on vote plus souvent « contre » que « pour »... Le résultat des urnes est moins la réponse à une demande sociale qu'une réponse forcée à une offre calibrée à l'avance.

Du côté du candidat, que dire de sa légitimité quand il est élu sur la base de 90 % d'inscrits, de 60 % d'exprimés et qu'il recueille, dans les cas les plus favorables, autour de 30 % des voix, c'est-à-dire guère plus de 16 % du corps électoral ? La mesure électorale tend parfois à se retourner contre ceux, de plus en plus nombreux, qui figurent dans les rangs des

« mal-élus ». Le président de la République, en France, n'échappe pas à la règle puisqu'au premier tour du dernier scrutin, Jacques Chirac, arrivé en tête, a juste recueilli 5 665 855 voix, soit 12,5 % du corps électoral potentiel. Il ne s'agit pas de remettre en cause

l'intérêt du recours à l'élection, mais de reconnaître>>>

> qu'il ne suffit pas à assurer la légitimité de l'élu, ni à compenser le déficit préoccupant des fonctions du politique face à la société civile.

Pour nombre d'observateurs, la crise de la politique n'est qu'une facette de la désagrégation du lien social dans son ensemble. Cette appréciation est pourtant très discutable. D'une part, si bien des indices vont dans le sens d'une dilution des liens sociaux, d'autres indiquent l'émergence de nouvelles formes de socialisation. D'autre part, on ne saurait exonérer la politique de la première de ses responsabilités : renforcer le lien, la cohésion et le contrat social, et leur donner une traduction publique.

Toujours est-il que le lien social, aujourd'hui, change profondément de nature.

Au lien institué, prisonnier des usages, des conditions et des lieux, se substitue aujourd'hui un lien plus centré sur l'individu et ses désirs, un lien plus construit que subi. Plus l'individu se considère comme tel, à nul autre pareil, plus il s'estime l'égal de tous (12), libre et autonome, apte à construire ses propres réseaux, plus il se rapproche du modèle originaire de la libre association. Là se trouve sans doute une clé de la dynamique sociale d'aujourd'hui. Par association, nous entendons presque toujours l'organisation régie par la loi de 1901, telle la grande association caritative des origines, comme le Secours populaire, la Croix-Rouge, les Restos du cœur, le Secours catholique...

Le lien d'association progresse

là où l'individu s'affirme comme personne

Ces symboles de l'association comme organisme ont occulté sa réalité première, celle du lien social qui surgit « miraculeusement », selon Castoriadis (13), et sans lequel ne peuvent être pensés ni l'individu, ni les valeurs de liberté et d'égalité, ni le régime démocratique, ni l'auto-institution de la société par elle-même. Repenser la singularité de la relation d'association nous aiderait pourtant à nous délivrer de l'opposition stérile entre individu et société, et à dépasser leur philosophie politique respective que sont, d'un côté, l'individualisme contractualiste du libéralisme et, de l'autre, l'enfermement communautariste d'où surgissent les totalitarismes. En fait, le lien d'association progresse d'abord dans les rapports interpersonnels, dans les liens informels, dans les réseaux qui échappent aux institutions, aux marges de la société, là où l'individu peut s'affirmer comme personne. Or, quand les rapports entre les individus se transforment à la base, ils anticipent toujours les évolutions à venir des cadres sociaux, économiques ou politiques. En ce sens, à un certain type de lien social correspond un certain

régime historique. Ainsi quand, dans l'histoire, on oppose l'Ancien et le nouveau Régimes, on ne désigne pas seulement une mutation du régime politique et institutionnel : on signifie une rupture et une recomposition en profondeur de l'ensemble des rapports sociaux, de la base au sommet.

Il serait hasardeux de prétendre que nous abordons aujourd'hui un nouveau Régime, dans un sens aussi large. Mais il semble bien que l'évolution vers l'individualisme relationnel et l'association commence à se manifester, sur le terrain économique comme dans le champ politique.

Cette dynamique en puissance du lien d'association ne se traduit ni par une évolution institutionnelle correspondante, ni même par un discours politique montrant une certaine prise de conscience. Au regard du lien social de base, la représentation de la société semble bloquée. D'où ce sentiment de durcissement des rapports sociaux qui résulte de l'incapacité de reconnaître et de répondre à ce mouvement social (14) venant des profondeurs de la société. Ce qui explique également l'ampleur du désaveu de la politique. Non seulement la classe politique est incapable de donner corps – socialement, économiquement et politiquement – à la demande d'association, mais elle en représente elle-même l'antithèse. Rien de plus éloigné de l'association que la politique qui se fonde sur le clivage entre gouvernants et gouvernés, « civils » et « politiques ». En ce sens, la fracture politique redouble la fracture sociale.

Le risque est alors que, face à ces tensions, la réponse tende vers plus d'ordre, de sécurité, de contrôle et de pénalisation. Autrement dit, la demande d'une démocratie plus en phase avec l'évolution du lien social se retournerait contre la démocratie et en provoquerait la régression institutionnelle. Ce ne serait pas la première fois que plus de démocratie à la base suscite la peur et engendre une reprise en mains dans la réalité institutionnelle, voire une dérive totalitaire déjà plus que menaçante en Europe (15).

Il y a là un vrai danger. Par inconscience ou par intérêt immédiat, les pouvoirs institués préfèrent stigmatiser une société prétendument déliquescence et minée par de nouvelles classes dangereuses plutôt que d'accéder à la demande profonde d'une démocratie plus conforme à l'état de la société. L'exploitation du discours sécuritaire – à droite comme à gauche – lors de la dernière campagne électorale en est une bonne illustration.

La fin des grands systèmes idéologiques

favorise le retour à l'utopie démocratique

Dans le même temps, l'évolution du lien social crée les conditions inédites d'une avancée démocratique

et d'une sortie de crise par le haut. La montée des valeurs de l'association diffuse en effet un nouvel imaginaire de la démocratie dont on peut repérer quelques-unes des grandes lignes.

La première tient du paradoxe : la fin des grands systèmes idéologiques favorise le retour de l'utopie démocratique. De moins en moins nombreux sont ceux qui croient encore aux vertus d'un grand système idéologique, qu'il soit libéral ou socialiste, pour réaliser le bonheur sur terre et la démocratie idéale. La démocratie est une exigence du présent et non une lointaine projection dans l'avenir. Elle est par elle-même, conformément à ses origines, son propre « système », son propre principe, son propre régime social, économique et politique. Nous revenons tout simplement aux sources de la démocratie, si éclatantes au Siècle des Lumières et si génialement condensées dans le Contrat social (16). La grande différence est que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus proches du rapport d'association entre les individus, dont Rousseau faisait la condition première du régime démocratique (17).

Le mouvement social et citoyen

réintroduit l'économie dans le débat politique

En l'absence de grand système, il n'est plus de grand prêtre ou d'élite pour tracer la voie. La démocratie, dépendant davantage de la contribution de chacun, s'enracine dans le quotidien. Ce qui explique la

désaffection pour la politique et motive d'autres formes d'engagement. Les partis régressent, les associations progressent. Non seulement les mouvements sociaux et citoyens du type Attac sont en plein essor à travers le monde, mais ils ont la faveur de l'opinion qui perçoit bien que là se joue désormais en grande partie l'avenir de la démocratie. Ce sont ces mouvements qui aujourd'hui incarnent le nouvel imaginaire démocratique, sûrement pas un parti politique ou une quelconque personnalité. Chacun sent bien que la reconstruction du politique, au sens premier d'une gouvernance démocratique de la cité, passe par ce type de mouvements et d'interventions. La montée en puissance de la société civile transforme la société en société politique, en corps politique, renouant avec l'imaginaire d'une société qui s'autogouverne.

Cette société politique en émergence ne cherche pas prioritairement à investir le champ du pouvoir.

Ses actions visent plutôt l'économie. C'est-à-dire le vrai pouvoir auquel le politique, en tant que classe dirigeante et quelle que soit son orientation, paraît soumis. C'est moins la conquête du pouvoir politique qui, comme le veut la tradition, stimule l'imaginaire démocratique que la mise en cause des effets de la toute-puissance de l'économie libérale à l'échelle planétaire. La recherche de nouvelles régulations du marché est au cœur de la question démocratique.

Le mouvement social et citoyen réintroduit >>>

**Les partis régressent,  
les associations progressent.  
Les mouvements sociaux et citoyens  
sont en plein essor et ont la faveur  
de l'opinion qui perçoit que là se joue  
désormais l'avenir de la démocratie.**

# La centralité politique des associations leur impose le strict respect des règles de base de la démocratie, et même un devoir d'exemplarité.

>>> les questions économiques dans le débat politique.

Enfin, la montée de la société civile et le déclin de la classe politique posent en termes nouveaux la question de l'espace public. Avec la modernité, la sphère politico-médiatique censée refléter l'opinion publique s'est imposée en lieu et place de l'agora des Anciens. Or, quelle que soit la qualité des médias et le degré d'indépendance présumé des journalistes, ils n'ont pas de légitimité particulière pour représenter l'opinion publique.

En revanche, ils contribuent à la former et exercent un rôle important dans la construction de l'espace public. Mais cet espace ne peut être réduit à l'action des médias, ni à une vague opinion publique, objet de toutes les manipulations (18). La société civile doit donc trouver ses propres modes de régulation et d'expression en faisant de l'espace public ce qu'il doit être dans une démocratie : un espace du public. En dépit de la dynamique actuelle du lien d'association, on est encore loin d'une participation massive, régulière et continue des populations (19), formant un espace public digne de ce nom. Le grand enjeu des décennies à venir réside dans le changement d'échelle de cette participation, et dans les moyens qu'on se donne pour y parvenir. Comment aider et favoriser l'auto-organisation de la société civile quand on sait qu'en dehors des intéressés personne ne la souhaite vraiment ? Aucun des pouvoirs constitués – politiques, médiatiques ou syndicaux – n'a la moindre envie qu'un nouvel acteur, prétendant donner une représentation du corps social, vienne s'immiscer dans un partage de territoire et de pouvoir déjà fort disputé.

Les organisations associatives doivent « contaminer » la classe politique et non l'inverse. Un très grand pas sera franchi le jour où l'on admettra que la participation de chacun à la vie démocratique est une activité à part entière qui ne peut se suffire ni de l'élection ni de la délégation. Seul le sentiment de contribuer directement, par soi-même, à une œuvre collective légitime des formes contrôlées de délégation et de représentation. En ce sens, on a tort d'opposer démocratie de participation et démocratie de représentation : la démocratie est nécessairement une participation dont l'élection constitue l'une des modalités parmi d'autres. Renforcées, légitimées, reconnues, les associations pourraient jouer pleinement le rôle de partenaires sociaux que l'on reconnaît pour l'instant aux seuls syndicats (qui ne disposent pourtant pas de la même surface, ni du même impact, ni du même crédit dans l'opinion publique). Mieux, en tant qu'animateurs privilégiés de l'espace public, les associations peuvent donner une représentation sociopolitique

à la société civile. Précisons les mots : c'est moins la représentativité quantitative que la représentation de la diversité que les associations permettent d'exprimer, de confronter et, si possible, de concilier. Sur la base d'un agenda et de délibérations proposées par les associations, il reviendrait alors aux élus politiques, au-delà des influences partisans, d'élaborer des priorités et de programmer des orientations. Là encore, il s'agit d'un retour aux origines de la fonction politique : l'exercice d'une magistrature suprême où ceux qui agissent ne sont pas les mêmes que ceux qui proposent. Recentrer ainsi ses fonctions sur l'arbitrage, n'est-ce pas déposséder la classe politique de tout pouvoir ? Il me semble, au contraire, que c'est redonner un vrai rôle au personnel politique, qui en est privé aujourd'hui au profit des marchés, et de ceux qui les dominent et les manipulent. C'est en redonnant le pouvoir à la société civile par de nouveaux mécanismes de représentation que la politique retrouvera une légitimité dont il ne reste que quelques symboles. Nous n'avons plus le choix : ou la classe politique continue à se raidir sur les quelques pouvoirs qui lui restent, notamment les pouvoirs de police (au sens large), en stigmatisant une société civile prétendument déliquescence, infantile, violente par nature et incontrôlable, et le retour des totalitarismes déjà menaçants en Europe ne tardera pas à se confirmer ; ou la classe politique, acceptant le dépassement d'une vision étroitement électoraliste et corporatiste, favorisera le « réarmement » politique de la société civile en faisant droit à ses représentants naturels

que sont les associations d'intérêt général et en trouvant les mécanismes de participation, d'expression et de représentation adéquats. La centralité politique des associations d'intérêt général leur impose, en retour, le strict respect des règles de base de la démocratie, et même un devoir d'exemplarité. Ainsi les représentants associatifs devraient-ils être plus vigilants sur la qualité, la fréquence et la transparence des procédures démocratiques. On ne comprendrait pas, à titre d'exemple, qu'à l'heure du débat sur le cumul des mandats, leur limitation de durée et le carriérisme en politique, les associations ne soient pas à la pointe de ces réformes. Les associations d'intérêt général, fidèles à leur tradition et dignes de l'imaginaire que le public projette à travers elles, doivent être de véritables laboratoires des avancées démocratiques. En un mot, ce sont les organisations associatives qui doivent « contaminer » la classe politique et non l'inverse...

Toute une série de réformes qui semblent aujourd'hui relever de manœuvres politiciennes ou de débats entre experts constitutionnalistes seraient alors bien comprises et admises en étant en phase avec la logique sociale de participation de la société civile. Une VI<sup>e</sup> République, qui ne serait pas simple toilettage institutionnel, n'a de sens que si elle correspond à un changement de « régime » au sens fort de la transformation du lien social que la politique devrait incarner. Certes, la démocratie restera toujours un régime idéal, « un régime de Dieux » comme la qualifiait Rousseau. Mais en mesurant mieux ce qui nous en

1 Voir par exemple, Alain-Gérard Slama, *La Régression démocratique*, Paris, Perrin, 2002.

2 La France, que l'on croyait à peu près épargnée par la montée de l'extrême droite en Europe, vient de connaître son tremblement de terre avec la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles.

3 Au regard de l'histoire et en dépit des apparences, elles se sont plutôt améliorées, avant même les lois sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

4 Le mot induit en erreur : il ne reflète aucune réalité géo-politique, socioculturelle ni même économique puisque de nombreux pays restent à l'écart des flux commerciaux.

Il traduit l'accélération d'une tendance ancienne à la multiplication des échanges de toutes sortes qui touche très inégalement les diverses régions du monde.

5 Bertrand Badie, *Un Monde sans souveraineté*, Fayard, 1999.

6 Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

7 Norbert Elias, *La Société des individus*, Fayard, 1991.

8 Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, Éditions Liber, 1976.

9 Dérision et cynisme se conjuguent quand une personnalité politique déclare tout haut ce que d'autres font tout bas :

« Les promesses électorales n'engagent que ceux qui les croient ».

10 Voir Pierre Rosanvallon, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, 2000, et Dominique Schnapper avec la collaboration

de Christian Bachelier, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Gallimard, 2000.

11 On se souvient de l'exclamation d'un député socialiste à l'Assemblée : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaire ! ».

12 Nous sommes insensiblement passés d'une égalité par la similitude et la ressemblance à une égalité par la différence, d'une identité comme communauté à une identité comme singularité. Paradoxalement, l'ego fait l'égalité.

13 Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Le Seuil, 1975.

14 Il est significatif que le « mouvement social » désigne de fait les divers mouvements sociaux, comme si l'on en percevait l'unité profonde qui dépasse de simples revendications ponctuelles ou corporatistes.

15 Après la Suisse, l'Autriche et l'Italie, l'extrême droite accède au pouvoir au Danemark et aux Pays-Bas.

16 Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social* (1762), Le livre de poche, 1996.

17 Pour Rousseau, le rapport d'association autour des valeurs de liberté et d'égalité est un préalable et non un effet du contrat social. Sans ce rapport, tout contrat, nous dit-il, est « un contrat de dupes ».

18 Sur ce point, voir l'une des toutes premières contributions de Jürgen Habermas in *L'Espace public*, Payot, 1978.

19 Même si 8 Français sur 10 se disent concernés à un titre ou à un autre par la vie associative (Credoc, février 1999).



Le pouvoir c  
discours,  
la force de  
politique, n  
qu'un  
discours du p

du  
, qui faisait  
la  
n'est plus  
simple  
pouvoir.

\* p. 26

# Le divorce du politique et de la politique

Par Pierre Calame

Les nouveaux défis de la société ne se règlent pas à travers des politiques à court terme. Ils impliquent des changements culturels et une continuité des stratégies au-delà des alternances. L'incapacité du corps politique à saisir l'occasion des trois cohabitations pour engager cette réflexion est un échec historique. C'est en retrouvant la capacité de parler ensemble des défis essentiels sans passer notre temps à mettre en scène des différences secondaires que nous pourrions réhabiliter la politique.

Il est couramment admis que le premier tour des élections présidentielles françaises est un désaveu de la classe politique traditionnelle. Ce désaveu est un signe d'une crise de la démocratie représentative, ou du moins de la manière dont les partis politiques traditionnels mettent en scène les débats de la société pour en dégager des lignes de force et des politiques.

Une fois ce constat fait et rabâché, on fait quoi ? Là, on est un peu atterré par les réponses courantes. « Mieux se rapprocher des préoccupations des Français, en particulier des laissés-pour-compte et des "sans-grade", pour reprendre le vocabulaire lepéniste ? » Mais qu'ont fait d'autre les candidats des partis traditionnels en renchérissant chacun sur le thème de l'insécurité ? « Organiser le repli de chacun sur ses positions traditionnelles pour ressusciter un clivage gauche-droite dont la

pertinence a largement disparu, dans l'espoir de consolider des identités anciennes ? » Est-ce le moyen de convaincre la société, infiniment plus intelligente qu'on ne le dit, que le monde politique a quoi que ce soit à dire et à faire face au monde de demain ? « En rajouter une louche sur les spécificités franco-françaises et la nécessité de se défendre contre la vilaine mondialisation ? » On va tout droit vers les thèses de Le Pen : comment défendre l'exception d'un territoire et d'une nation face au monde extérieur sans défendre aussi son identité ? Je pense, pour ma part, qu'on ne fera face à la crise que par une remise en cause infiniment plus profonde de la scène majeure de la politique, l'État-nation, et de la définition du jeu politique : la mise en scène d'oppositions plus ou moins factices. Ce qui frappe dans les élections présidentielles, c'est que le contenu et la forme des débats

n'ont rien à voir avec ce que nous avons vécu lors de l'Assemblée mondiale de citoyens en décembre 2001 (1). Du côté des élections présidentielles, c'est l'enfermement dans l'échelle nationale et l'exaltation des différences entre les candidats. Du côté de l'Assemblée de Lille, c'est la construction d'un dialogue mondial, la mise en évidence des défis communs, la mise en lien de l'expérience locale et de l'approche mondiale, l'insistance sur les lentes stratégies de changement (qu'il s'agisse de l'éthique ou de la transformation des systèmes de pensée). Tout cela nous éloignerait-il de cette fameuse prise en compte des préoccupations quotidiennes ?

La mise en scène des différences est la perversion du politique. Tout cela placerait-il la politique dans une sorte de sphère éthérée, réservée aux intellectuels ? Ni le réseau international de dirigeants paysans, ni le réseau international de dirigeants des quartiers populaires, tous deux présents à Lille, ne le pensaient, au contraire !

Il faut donc reconnaître que l'insistance exclusive sur la scène nationale et la mise en scène des différences n'est pas aujourd'hui l'essence du politique, elle n'en est que la perversion. Le politique, c'est la construction de la communauté et c'est donc, par essence, la recherche des convergences. Les écuries politiques peuvent bien construire leurs fond de commerce et leur raison d'être sur les différences, ils ne parviendront plus à convaincre qu'ils sont là dans leur véritable rôle. Chacun s'essaie à un emballage différent de la même marchandise, et les électeurs répondent : « C'est justement cette marchandise elle-même qui ne nous intéresse plus ». Du

coup, lorsqu'en situation de cohabitation les deux têtes de l'État semblent adopter la même position, ce qu'ils sont tenus de faire sur la scène européenne et internationale, cette convergence, au lieu d'apparaître revigorante, vient s'inscrire dans un schéma de pensée selon lequel la convergence démontre la complicité des élites politiques, loin des préoccupations du peuple.

Un bon exemple de ce détournement de sens de la politique : la réforme de l'État. Avec elle, le monde politique a raté en 1986/1988, puis en 1993/1995, puis en 1997/2002 les trois occasions historiques de la cohabitation. Je m'explique. Les attributs traditionnels majeurs de la politique et de la souveraineté de l'État ont disparu : la monnaie, la défense, les règles du marché, une bonne partie de la politique étrangère se traitent maintenant ailleurs, notamment à Bruxelles. De ce fait, au cours des années 80, l'objet central de la politique nationale devait se déplacer vers le mode d'organisation et d'action de l'État et des services publics.

Les cohabitations offraient une occasion historique...

Cette évolution, tout le monde la réclame depuis des lustres. Il suffit de penser, pour s'en convaincre, à la réforme de l'éducation, à la juxtaposition des lois et dispositifs de lutte contre l'exclusion ou aux différents avatars de la décentralisation. Il se trouve que l'action politique démocratique est entravée dans la réforme de l'État pour une raison très simple : une authentique réforme de l'État est affaire de temps. Ce ne sont pas les organigrammes qu'il faut changer mais les mécanismes intimes du fonctionnement et la culture

même des fonctionnaires. Faute de temps, chaque gouvernement successif y va de sa « réformette », qui ne peut rester qu'à la surface des choses : changements d'organigrammes, nouvelles lois créant de nouveaux dispositifs se sédimentant aux précédents... Et chaque réforme, prenons là encore l'exemple de l'éducation, agit comme la piqûre de rappel d'un vaccin contre le changement, en renforçant la résistance des corporatismes et des conservatismes. Les cohabitations offraient l'occasion historique inouïe d'accords multipartites sur la réforme de l'État. Cela aurait supposé que les différents partis, en préalable, aient une pensée profonde, novatrice sur l'État et sa réforme. Cela supposait ensuite de reconnaître qu'une réforme aussi profonde, nécessitant autant de temps, méritait bien un pacte entre les partis. Nous n'avons eu ni l'un ni l'autre. Dire que la cohabitation est un moment de neutralisation de la société est déjà en soi une condamnation de la démocratie représentative. On a fini par ne même plus s'en rendre compte. Venons-en maintenant à la présumée déconnexion à l'égard de la vie quotidienne. Peut-on accepter de penser cette déconnexion dans un rapport binaire, où il y aurait, d'un côté, le court terme, le quotidien et le local, de l'autre, le long terme, les considérations intellectuelles et philosophiques et le global ?

À nouveau, c'est ce que laisse>>>

> penser le débat actuel. Mais rien n'est plus faux, et les fameux « sans-grade » le savent bien. Ceux qui sont empêtrés dans les filets de la lutte contre l'exclusion ou ceux, du côté associatif, qui les aident péniblement à s'en sortir, voient bien que rien n'est fait sérieusement pour avoir une approche territoriale intégrée et cohérente de la lutte contre l'exclusion, et pour mettre les appareils publics au service des individus dans leur totalité. Ceux qui luttent contre l'insécurité comprennent bien qu'elle s'enracine dans une vision perversie de la citoyenneté où l'on n'a parlé aux jeunes que de leurs droits sans reconnaître que la citoyenneté est un équilibre entre droit et responsabilité ; où des jeunes par milliers découvrent que cette somme de droits les laisse survivre sans leur permettre de s'intégrer, les rendant du même coup sensibles à des sirènes intégristes qui ne leur parlent, elles, que de leur dignité et de leur devoir. Il ne suffit pas de mettre un

policier au bas de chaque immeuble. Il faut réformer radicalement les liens justice-police, réinscrire l'apprentissage des responsabilités dès le plus jeune âge dans la stratégie éducative, assumer le fait que le système éducatif ne dispense pas seulement des savoirs, construire une société où les élites politiques et économiques se comportent de façon responsable... Tout cela prend du temps.

Les trois fausses évidences qui éloignent du politique Quant à l'insécurité économique, aux restructurations d'entreprises, au poids du capital financier, il n'y a pas, sauf dans un discours démagogique, de solution immédiatement politique au niveau national comme l'interdiction des licenciements ou le protectionnisme. Il faut s'engager à d'autres échelles, européenne et mondiale, pour construire autrement la mondialisation. Cela, les présumés « sans-grade » eux-mêmes le

comprennent comme le comprennent des paysans au fond de l'Afrique. Ainsi, l'Agenda pour le xxi<sup>e</sup> siècle, tel qu'il est issu de l'Assemblée de Lille, en mettant en avant les deux transformations majeures de l'éthique et de la gouvernance, en considérant que le fondement de la politique est la recherche de réponses communes à des défis communs, et non l'exaltation de différences de second ordre, loin d'éloigner du quotidien et du débat politique, leur redonne du sens, des perspectives et des lettres de noblesse. Car la pratique politique actuelle repose sur trois certitudes, trois fausses évidences qui l'éloignent du politique. La première évidence, c'est que le moment clé de la politique est le moment de la décision. Dès lors, on s'intéresse seulement à savoir qui la prend : s'il faut un régime présidentiel où l'exécutif a la main, un régime parlementaire où les députés ont l'autorité ou un régime populiste qui, au nom de la démocratie, prône le référendum à tout va. Mais le

**Pensons aux retraites,  
au tour de passe-passe qui permet  
d'expliquer que l'épargne salariale  
est de gauche et les fonds de pension  
de droite, sans que personne  
n'ait compris la différence entre les deux !**

problème n'est pas du tout là ! Il s'agit, au contraire, de reconnaître que la construction du processus citoyens par lesquels, progressivement, des solutions convenables émergent. Pour cela, il faut organiser les processus du débat citoyen, avec des démarches sans doute plus proches des conférences de consensus que des débats politiques télévisés. Pensons aux retraites, au tour de passe-passe qui permet d'expliquer que l'épargne salariale est de gauche et les fonds de pension de droite, sans que personne n'ait compris la différence entre les deux. En réalité, il faut s'y prendre de manière totalement différente, mettre progressivement en scène les différentes données du problème, comparer avec ce qui se fait dans le reste du monde, en explorer collectivement les avantages et les inconvénients... Tout ça ne peut pas se faire l'espace d'un rapport du Commissariat au Plan au gouvernement. Tant que nous ne comprenons pas ce que c'est l'organisation du processus d'élaboration de réponses convenables qui est l'essentiel du politique, nous n'arriverons pas à pratiquer une véritable démocratie, et nous ne développerons pas notre capacité à réagir dans des situations complexes. La seconde évidence, c'est le découpage des compétences par niveau de gouvernance. C'est le débat dans lequel s'est enfermée la décentralisation « à la française » en 1982 et 1983. C'est aussi le débat dans lequel risque de s'enliser la Convention européenne. Tout le jeu politique, pensons par exemple au débat sur le chômage, consiste à expliquer que ce qui arrive de bien résulte de sa propre action et ce qui arrive de mal vient du contexte. Outre le fait

que ce genre d'argument ne peut plus duper une population de mieux en mieux informée, elle aboutit de fil en aiguille à la lépénisation des esprits : le bien est en nous, ce qui vient de l'extérieur est mauvais. C'est pourquoi il est si nécessaire de rompre avec cette fausse évidence et, pour cela, de reconnaître qu'aucun problème ne se règle à un seul niveau et que le cœur de l'action politique de demain porte sur la coopération entre différents niveaux de gouvernance. En l'occurrence, la campagne présidentielle aurait même porté de façon privilégiée sur les liens de l'État avec les territoires et les collectivités territoriales d'un côté, avec l'Europe et la gouvernance mondiale de l'autre. En faisant coïncider à un niveau d'élection, ici l'élection nationale, une pseudocatégorie de problèmes nationaux, on éloigne notre société du moment où elle devra prendre de véritables initiatives de changement.

En parlant de sécurité, on parle de police et de justice... La troisième évidence, c'est l'idée que les politiques concrètes sont des politiques sectorielles. En parlant de sécurité, on parle de police et de justice ; en parlant d'éducation, on parle des institutions scolaires ; en parlant des SDF, on parle de politique du logement ; en parlant d'insertion sociale, on renvoie au ministère de l'emploi et des affaires sociales, etc. Malheureusement, ce concret-là est illusoire. Pire ! Il renforce la segmentation des politiques publiques, qui constitue déjà le principal défaut de la bureaucratie. L'Agenda pour le XXI<sup>e</sup> siècle, issu de l'Assemblée mondiale de citoyens, est à l'opposé de ces fausses évidences. Il reconstruit les perspectives. Il met l'accent

sur l'éthique, la cohérence territoriale et les mécanismes généraux de la gouvernance, en particulier les liens entre le local et le global. Il oblige à inventer collectivement ce que pourrait être la subsidiarité active, c'est-à-dire la relation entre diversité et unité dans le champ de la culture, de l'économie et de la gouvernance. Il oblige à aborder la gestion des ressources naturelles, l'éducation ou la science à partir des valeurs fondatrices qu'il énonce. Il est frappant, par exemple, de constater qu'une question centrale comme celle du partenariat entre les pouvoirs publics et le reste de la société – ou entre chaque acteur social et le reste de la société – n'est même pas évoquée dans le débat présidentiel. Que veut-on enseigner ? Quelle est la responsabilité des enseignants et des autres institutions dans les stratégies de changement ? Pourquoi poursuivre les efforts de recherche ? Au profit de qui ? Peut-on parler de démocratie si nous n'avons de prise sur aucune des grandes transformations dont dépend notre avenir ? Sans réponse à toutes ces questions, la politique devient un théâtre d'ombres. Dès lors, théâtre pour théâtre, pourquoi ne pas se défouler dans un vote protestataire ? S'il s'agit simplement d'un jeu sans prise sur le réel, il est normal que chaque électeur se transforme lui-même en joueur ! Pire encore, et je conclurai sur ce point : en voulant penser la scène nationale pour elle-même et la responsabilité politique en dehors de son obligation de coopérer avec d'autres, on prépare l'esprit à s'immuniser contre l'extérieur. La démarche de repli ne se limite pas aux frontières de la pensée. Elle ne peut conduire

# Conférences de citoyens : les vertus du débat public

Par Jacques Testart \*

On ne peut pas éclairer la conscience des électeurs sans les intéresser aux enjeux scientifiques, politiques et économiques à long terme. Aux spécialistes de les écouter ! Les conférences de citoyens sont faites pour ça.

Ironie du développement technologique : c'est au moment où les innovations abondent, signe apparent d'une maîtrise de l'homme sur son destin, que surgit l'incapacité dramatique à prévoir les conséquences de leur usage. C'est que nos moyens d'action sur le monde sont bien plus puissants que la compréhension que nous avons du monde lui-même ou, pour le dire autrement, que l'efficacité réductionniste est de plus en plus rappelée à la modestie par la complexité du réel. L'ardeur compétitive pour le "progrès" se heurte parfois à des réalités violentes (accidents nucléaires ou chimiques, pollutions, ruptures sociales...) mais suscite aussi des réserves ou des peurs que les technocrates qualifient un peu vite d'« obscurantisme ». Pourtant, c'est dans les milieux les plus éduqués que ces craintes sont les plus fortes (1), et les experts peinent à démontrer le bien-fondé de leur assurance (2). C'est dans ce contexte qu'apparaît la nécessité de nouvelles modalités d'évaluation des choix technologiques afin, d'une part, de mettre la technoscience en démocratie (les intérêts des lobbies scientifico-industriels correspondent-ils à l'intérêt commun ?) et, d'autre part, d'enrichir l'expertise technique par les capacités de jugement des gens ordinaires. Il s'agit

non seulement d'une caution démocratique apportée (ou refusée) au progrès technique, mais aussi d'une dimension nouvelle de la prise de risque, comme si la complexité des éléments matériels mis en jeu ne pouvait être appréhendée que par la complexité de l'esprit humain. Pourtant une telle foi dans le jugement populaire n'échappe à la naïveté que si on s'efforce d'optimiser les moyens de formation, de réflexion, d'échange et de créativité de l'esprit humain. C'est à quoi prétendent les « conférences de citoyens ».

Deux conférences de ce type ont été organisées en France : en 1998, par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) sur les OGM, et en 2002, par la Commission française du développement durable (CFDD), en partenariat avec la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, sur le thème « changements climatiques et citoyenneté ». En 1987, le Danemark lançait la première « conférence de consensus ». À ce jour, quelque 50 consultations ont été organisées sur ce modèle dans le monde, dont la moitié au Danemark. Rappelons qu'il s'agit de réunir un petit nombre de personnes (en général une quinzaine) pour un processus en trois phases comportant d'abord leur formation à la thématique ciblée (souvent en deux week-ends) afin de les préparer à interroger eux-mêmes des « personnes-ressources » de leur choix (experts, décideurs, praticiens...) puis à élaborer leurs conclusions à l'issue d'une concertation approfondie au sein du groupe. Bien des aspects de ces « forums hybrides » (3) varient d'une consultation à l'autre. Parmi les plus importants figurent le choix des

citoyens recrutés et celui des formateurs (4). Pour le choix des citoyens, il est aujourd'hui convenu de respecter la diversité, si ce n'est la représentativité (impossible à assurer dans un échantillon aussi petit), et la neutralité a priori. Ainsi le recrutement par petite annonce risquerait de favoriser les porteurs d'opinions (militants, lobbies...) et il est même conseillé d'éliminer les particuliers ayant un intérêt objectif à défendre (employés du secteur visé, éléments d'associations ou d'intérêts financiers concernés) parmi les citoyens choisis au hasard sur une base diversifiée (sexe, âge, profession, opinion politique...). Quant aux formateurs, ils sont proposés par un comité de pilotage dont l'objectivité est une condition essentielle. Ce comité, où les spécialistes sont minoritaires et d'opinions variées, choisit les formateurs compétents, soit en reconnaissant unanimement leur neutralité, soit en assurant la diversité des positions. Il semble encore possible, pour de nombreuses thématiques, de recruter en France des universitaires « neutres », alors que certains pays (la Suisse par exemple) optent délibérément pour des formateurs dont les opinions, ou les intérêts, sont notoires. Cet exemple montre qu'il n'existe aucun protocole universel et définitif. On doit considérer ces conférences comme un processus de recherche des meilleures conditions démocratiques, c'est-à-dire que, comme dans un véritable programme de recherche, les procédures doivent être clairement définies, rigoureusement suivies et soumises ultérieurement à l'analyse critique (5). La dénomination fréquente « conférence de consensus » prête à confusion pour deux raisons. D'une part, l'expression définit depuis longtemps la confrontation d'experts (surtout en médecine) dans le but de définir les « bonnes pratiques » de leur exercice. D'autre part, elle laisserait croire que le but est de parvenir à tout prix à une position commune, en neutralisant les opinions minoritaires, alors qu'il s'agit d'exprimer et de respecter la variété des points de vue, même si on se réjouit toujours de conclusions unanimes. Il faut immédiatement faire remarquer la grande différence entre la conférence de citoyens et les procédés habituels de consultation populaire que sont le référendum ou le processus électif : c'est seulement dans la conférence de citoyens qu'une formation complète est assurée, ce qui est la condition même du choix éclairé sans lequel la démocratie serait usurpée. En même temps, les profanes devenus citoyens éclairés disposent alors de deux prérogatives exceptionnelles : celle d'interroger au fond des personnalités choisies par eux-mêmes afin de compléter et d'assurer >>>

**La dénomination  
«conférences  
de consensus»  
prête à confusion  
car elle laisserait  
croire que  
le but est  
de parvenir  
à tout prix à une  
position commune.**



>leurs opinions, et celle d'échanger entre eux afin d'enrichir et de confronter leurs convictions. Le prix à payer pour cette performance démocratique est de réduire l'exercice à un échantillon plutôt que de l'appliquer à la population entière. La conférence de citoyens est ainsi la mise en pratique « en milieu confiné » de la vieille utopie d'une éducation exhaustive et généralisée. Tous les observateurs de telles conférences se sont étonnés de la capacité de citoyens candides à délibérer sur des sujets complexes, à apporter une vision dégagée des enjeux locaux, à proposer des solutions de bon sens ignorées par les spécialistes. Ainsi est battue en brèche l'hypothèse facile d'un « public irrationnel » qui serait incapable d'apprécier les bienfaits de la technoscience. Il reste que de tels « panels » ne sont pas composés de n'importe qui : seulement une personne sollicitée sur trois environ accepte de consacrer plusieurs week-ends au bien commun sans en retirer aucun bénéfice personnel puisque la procédure comprend l'anonymat et le bénévolat.

Sans vedettes, sans éclats de voix, elle est boudée par les médias

Des super citoyens donc, mais seulement par leur démonstration de civisme, ce qu'on ne saurait considérer comme un biais qu'en confondant démocratie avec populisme.

Pourtant, les conférences de citoyens, et leur apport potentiel à la régulation démocratique, sont minimisés sous différents prétextes, le moins pertinent étant que leur répercussion pratique serait négligeable. Or c'est justement cette marginalisation publique de la procédure et de ses résultats qui empêche de les connaître et de les reconnaître !

Nous avons constaté le peu d'intérêt des médias pour cette deuxième conférence de citoyens (plus faible encore que pour la première), peut-être parce que l'État y était moins présent que dans la précédente (OGM, 1998), organisée par l'OPECST qui dispose

d'un pouvoir de représentation bien supérieur à celui de la CFDD. De façon générale, la conférence de citoyens n'est pas un lieu-spectacle ou d'exhibition ; elle est privée de vedettes, d'éclats de voix, et même de « scoop » puisque ses conclusions ne sont que propositions. De plus, elle établit un rapport direct entre les profanes et les experts

ou les décideurs, sans qu'intervienne la médiation journalistique. Voilà bien des caractéristiques qui expliquent la désaffection des professionnels de l'information, presque tous absents de la conférence de presse qui clôturait l'élaboration citoyenne, le 11 février 2002, et se contentant de citer brièvement une dépêche de l'AFP. Si le débat organisé par « les 4 sages » sur les essais d'OGM une semaine plus tôt eut plus de retentissement médiatique, c'est qu'il impliquait des institutions et des personnalités marquantes et se plaçait dans le sillage spectaculaire des arrachages sauvages. La question concerne alors l'authenticité de la contribution des grands médias à la démocratie, question posée plus dramatiquement

à l'occasion du premier tour des élections présidentielles. Et il serait pervers d'attribuer à la conférence de citoyens per se le handicap qu'on lui inflige en la dissimulant ou en la vitupérant...

À ce jeu, les médias ne sont pas seuls en cause.

Car l'expression des citoyens éclairés incite généralement à la réserve et à la précaution plutôt qu'à donner carte blanche aux promoteurs des technologies. D'où la défiance des industriels, des chercheurs ou des experts, largement intéressés au développement technoscientifique, et usant donc de leur influence pour réduire l'impact de propositions qui constitueraient des « freins au progrès ».

Parmi les forces réticentes :

de nombreux élus de la nation

De son côté, le milieu associatif n'a pas toujours admis son exclusion de la procédure, en estimant qu'il incarne l'expression citoyenne la plus éclairée et en revendiquant un rôle déterminant dans l'élaboration. Il y a là une confusion entre experts et profanes, les militants associatifs relevant souvent de la première catégorie mais jamais de la seconde.

À ce sujet, les conférences françaises de citoyens ont évité l'écueil d'autres assemblées européennes, qui recrutent le « panel de citoyens » par voie de presse au risque d'aboutir à un débat partisan entre porteurs d'opinions. Il ne s'agit pas de nier l'intérêt de tels débats contradictoires, ni du lent travail quotidien du mouvement associatif, mais leur fonction est complètement étrangère

à la vocation des conférences de citoyens. Parmi les forces réticentes à ces conférences, il faut aussi citer nombre d'élus de la nation. Ceux-ci exposent souvent un raisonnement fallacieux sur le risque démagogique qu'il y aurait à remplacer la responsabilité parlementaire par l'opinion de personnes dépourvues de mandat électif. Par là, ils confondent la remontée vers les décideurs du sentiment populaire, et son affichage public, avec la charge décisionnelle que nul ne dénie aux élus. Mais cette fausse défense semble cacher un enjeu bien réel : si la conférence de citoyens parvenait à se faire entendre jusqu'au Parlement, nos élus ne pourraient pas évincer ses propositions sans s'en expliquer. Or un effet magique arrive quand des profanes, volontaires pour apprendre, confrontent leurs nouveaux savoirs : ils produisent des conclusions évidentes de bon sens mais en rupture impertinente avec l'existant (6). La menace de cette consultation citoyenne n'est donc pas qu'elle se prenne pour le pouvoir mais qu'elle affiche publiquement des vérités, et oblige ainsi le pouvoir à justifier ses choix, en démontrant leur adéquation avec l'intérêt commun.

Technologiser la démocratie ou démocratiser la technologie ? Il existe, bien sûr, une « conception gouvernementale de la conférence de consensus » (7), considérée comme un moyen de belle apparence pour sortir d'une impasse économique et politique. Ainsi la médiation de l'OPECST, structure parlementaire supposée indépendante et neutre, a-t-elle permis au gouvernement français de mener en 1998 un « débat », de développer une « information » et d'établir un « dialogue » au sujet des OGM, sans jamais s'engager à tenir compte de cette consultation pour prendre des décisions. Cette entreprise révélait l'instrumentalisation de la conférence citoyenne en lui assignant essentiellement une fonction éducative, selon le précepte scientiste, mais erroné, que c'est l'obscurantisme qui nourrit l'opposition aux développements technoscientifiques. Une analyse comparable a été réalisée en Grande-Bretagne où Levidow a estimé que le pouvoir cherche à « technologiser la démocratie » plutôt qu'à démocratiser la technologie. Toute la difficulté est de placer de telles conférences sous l'autorité solennelle de structures impartiales et reconnues, tout en s'assurant que ces structures ne sont pas assujetties à des intérêts économiques ou des options idéologiques qui en atténueraient l'objectivité. Il nous semble que cette difficulté ne peut être réduite que par la transparence absolue des procédures et l'engagement du Parlement à ouvrir un véritable >>>

**Un effet magique arrive quand des profanes confrontent leurs nouveaux savoirs : ils produisent des conclusions de bon sens mais en rupture avec l'existant.**

>débat sur les conclusions de la conférence.

On pourrait aussi envisager le recours à des conférences de citoyens, au-delà de leur fonction actuelle de régulation a posteriori des productions technoscientifiques, pour évaluer en amont les programmes de recherche au moment de leur élaboration, ou aussi pour aborder les questions de bioéthique (8). De même, des conférences menées sur le même sujet simultanément dans plusieurs pays permettraient de montrer la convergence des intérêts entre les citoyens du monde, alors que les politiques d'État tendent à diviser les habitants de la terre.

Utopie, diront ceux qui sont assis

sur le système et refusent l'autocritique

Sur le sujet épineux, et ruineux, des aides à l'agriculture par exemple, la CFDD souhaite impulser, en 2003, trois conférences nationales organisées respectivement dans un pays du Nord (la France), du Sud (le Mali) et de l'Est (la Pologne). Mais pourquoi ne pas utiliser la puissance démocratique de tels outils pour enrichir la vie politique nationale elle-même ? Car certains constats sont aujourd'hui largement partagés (même si c'est parfois depuis peu...):

- on ne peut plus affirmer que « la démocratie c'est le vote » si ce vote n'est pas l'expression de consciences suffisamment éclairées ;
  - on ne peut pas éclairer la conscience des électeurs sans les intéresser aux enjeux à long terme des politiques proposées, ni sans s'intéresser à leurs propres préoccupations ;
  - on ne peut intéresser les citoyens à la vie politique qu'en explorant sans tabous ni superficialité tous les problèmes réels ou fantasmés qu'ils évoquent.
- Alors, pour attiser l'intérêt tout en cultivant l'intelligence des électeurs, mieux vaut focaliser l'attention sur les idées que sur les faciès, c'est-à-dire revaloriser le débat politique. Dans ce but, on pourrait envisager que des groupes de citoyens, politiquement et socialement diversifiés, manifestent publiquement leurs préoccupations et exigent des réponses concrètes et complètes des partis qui prétendent diriger le pays.

Cette animation authentique des campagnes électorales, qui pourrait être placée sous l'autorité du Parlement, occuperait l'essentiel des créneaux politiques sur les réseaux publics (et pourquoi pas privés ?) d'information. Lassée des discours creux et démagogiques, des postures cultivées en studio, des jeux de rôles où les journalistes taquinaient les candidats comme au cirque, la population pourrait s'impliquer largement dans le débat d'idées et résister aisément aux campagnes de séduction

(par exemple, « payer moins d'impôts ») ou de haine (par exemple, l'« insécurité » croissante).

À la différence des conférences de citoyens, la phase préparatoire de formation (qui pourrait être assurée par des journalistes professionnels) serait publique et interactive avec les auditeurs ou téléspectateurs, mais la phase finale d'élaboration des conclusions serait annulée puisque nul membre de tels panels n'est un réel profane, et afin de ne pas favoriser les manipulations ou les incitations populistes à la démocratie directe. Pourtant, comme dans les conférences de citoyens, le processus laisserait une large place aux discussions internes au panel, afin de révéler l'alchimie humaniste qui balaie les corporatismes et les intérêts particuliers, quand des gens ordinaires sont placés en situation solennelle de responsabilité.

Utopie, diront encore ceux qui sont assis sur le système et refusent l'autocritique, malgré des alertes sérieuses pour la vie démocratique. Foutaises, ajouteront d'autres qui n'ont pas compris que les enjeux d'un développement durable agitent davantage les citoyens, inscrits dans les générations, que les experts myopes ou les élus fugaces.

\* Jacques Testart est directeur de recherches à l'Inserm et président de la Commission française du développement durable.

1 Enquête Eurobaromètre 2002 sur les OGM.

2 P. Roqueplo, *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, Éditions INRA, Paris, 1997. J. Testart, « Les experts, la science et la loi ». *Le Monde diplomatique*, septembre 2000.

3 M. Callon, P. Lascoumes, Y. Barthe, *Agir dans un monde incertain*. Le Seuil, 2001.

4 D. Boy, P. Roqueplo, D. Donnet-Kamel, « Un exemple de démocratie participative : la conférence de citoyens sur les OGM ». *Revue française de sciences politiques*, automne 2000.

5 P. B. Joly et coll., *L'innovation controversée : le débat public sur les OGM en France*. Rapport du CRIDE (INRA, Grenoble), janvier 2000.

6 J. Testart, « Citizen loft : l'humanité existe », *Libération*, 29 mars 2002.

7 C. Marris, P.B. Joly, « La gouvernance technocratique par consultation ? Interrogation sur la première conférence de citoyens en France ». *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 38, 97-124, 1999.

8 S. de Cheveigné, D. Boy, J.C. Galloux, *Les Biotechnologies en débat*, Éditions Balland, 2002. J. Testart, « Contre les technosciences, les conférences de citoyens », *Attac au Zénith, Mille et une nuits* 43, 39-48, 2002.

# De Nanterre au vote Le Pen : quelques leçons de démocratie

Par Patrick Viveret \*

L'exigence d'une meilleure qualité démocratique est intimement liée à celle d'une meilleure qualité humaine, notamment entre les élus et les citoyens. Les mouvements citoyens apparus ces dix dernières années visent à définir le pouvoir comme un service public, et non comme un droit à dominer autrui.

Le drame de Nanterre, ville dont je suis citoyen, et l'ampleur du vote Le Pen ont pour points communs de mettre en évidence la nécessité d'un saut qualitatif de notre démocratie si nous ne voulons pas être confrontés à des régressions majeures dans les prochaines années.

À Nanterre, la cérémonie organisée en l'honneur des huit conseillers municipaux tués par Richard Durn a témoigné d'une double nécessité : une meilleure qualité démocratique et une meilleure qualité d'humanité, entre les élus eux-mêmes mais aussi entre eux et la population. Les deux démarches sont apparues nécessairement liées dans l'épreuve. L'hommage émouvant de Jacqueline Fraysse à l'égard des victimes dont plusieurs étaient pour elle, communiste de toujours, des adversaires politiques, témoignait de la nécessité de préserver, dans les combats politiques ultérieurs, cette qualité d'estime et parfois d'amitié qu'avait forgée le drame. De même l'engagement pris, tant à l'égard des victimes que de la population, de rechercher une meilleure qualité de participation et de proximité dans la démocratie municipale, répondait à cette attente d'un politique réhabilité et renouvelé dont chacun mesurait la nécessité dans le drame.

Les témoignages anonymes les plus émouvants, lus par la compagnie du théâtre des Amandiers, mettaient notamment en évidence les qualités d'écoute et de générosité des conseillers municipaux tués et démontraient, comme le disait un jeune lycéen parlant de son prof tué, que tous les politiques n'étaient pas des « pourris ».

Pour autant, il est très difficile de tenir ce double engagement de qualité humaine et démocratique quand la culture de rivalité constitue le modèle de référence dominant au sein des partis politiques. C'est ainsi qu'assez rapidement on a vu renaître des polémiques entre familles politiques, qu'il s'agisse des causes du drame, notamment entre communistes et Verts, ou entre socialistes et communistes à propos de l'attribution de la Légion d'honneur à une partie seulement des membres du conseil municipal.

Quand on discute personnellement avec les élus, ils manifestent leur désarroi devant ces polémiques, mais considèrent que c'est la rançon de pratiques politiques prioritairement organisées autour de la logique du « rapport de forces ». Rapport de forces entre partis, mais aussi au sein des partis lorsqu'il s'agit de placer tel ou tel courant, telle ou telle personne, en position dominante. C'est ici qu'existe une formidable attente à l'égard d'une autre conception de la démocratie et de la société politique, fondée sur des logiques de pouvoir créateur plus que de pouvoir dominateur et sur des « dynamiques de forces » (au sens énergétique du terme) plus que sur des rapports de forces (entendus

**Conflit  
et désaccord  
peuvent être non  
sources de violence  
mais, au contraire,  
alternatifs à une vio-  
lence qui naît  
le plus souvent  
dans le silence  
et la frustration.**

>>> comme moyens de faire plier autrui). Les citoyens de Nanterre désireux de s'investir davantage dans la cité à la suite de ces événements dramatiques ne souhaitent pas que leur engagement serve à renforcer tel ou tel bataillon ; ils souhaitent construire une qualité de cohésion sociale, une qualité d'écoute et de veille qui soit à la hauteur des engagements pris lors de la cérémonie d'hommage aux victimes. Ce qui manque pour répondre à ces attentes, c'est un imaginaire démocratique et des outils méthodologiques qui montrent qu'une telle approche, loin d'être utopique, est à la fois nécessaire et possible. Or c'est précisément sur ce terrain que les mouvements de citoyenneté apparus au cours de ces dix dernières années, tant en France qu'en Europe et sur la scène mondiale, ont un rôle majeur à jouer. Leur point commun est en effet de proposer une réforme en profondeur de la société politique, et pas seulement d'organiser la société civile. C'est la raison pour laquelle ils attachent la plus grande importance à l'émergence d'outils et de règles du jeu qui articulent, sans les opposer, les fonctions de participation, de délibération et de représentation dans le processus démocratique. Qu'il s'agisse de la parité, de la limitation des mandats dans le temps et dans l'espace, des procédures de type « budget participatif » ou « conférences de citoyens », l'objectif est de transformer les pratiques et les mœurs politiques afin de définir le pouvoir comme un service public et non comme un droit à dominer autrui.

Le politique doit cesser de confondre autorité et domination

Dans la même perspective, l'expression des désaccords et des points de vue différents, si elle se distingue clairement des procès d'intention ou des malentendus, constitue un atout puissant dans une démocratie plurielle. La méthodologie de construction de ces « désaccords féconds » permet de montrer que conflit et désaccord peuvent être non sources de violence mais, au contraire, alternatifs à une violence qui naît le plus souvent dans le silence et la frustration. Loin de décharger l'agressivité du groupe sur des ennemis extérieurs, le processus démocratique de qualité est une pédagogie non violente des conflits qui constitue la vraie garantie contre les dérapages identitaires. Il est peut-être nécessaire, c'est en tout cas me semble-t-il l'une des leçons de Nanterre, que ces approches, qui restent souvent à l'état de « prototypes », soient aujourd'hui partagées, débattues et mises en œuvre beaucoup plus largement. Cette exigence est d'autant plus forte que la montée des courants autoritaires,

dans le monde entier et en Europe (leur expression française est encore plus préoccupante du fait de l'accession de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle), nous oblige à donner au processus démocratique un contenu beaucoup plus exigeant que la simple dévolution du pouvoir par le mécanisme électif. Si l'élection constitue à l'évidence l'un des rendez-vous majeurs d'une démocratie, la qualité du processus qui prépare ce rendez-vous et le suit est trop souvent négligée.

Sans ce travail sur la qualité démocratique, sur l'exigence de la formation d'un jugement civique qui ne saurait se réduire à l'état des humeurs et des passions de chaque individu, l'élection peut parfaitement porter ou maintenir au pouvoir des despotes (cf. Louis Napoléon Bonaparte), des dictateurs criminels (Hitler) ou des populistes néofascistes, comme c'est le cas au niveau municipal ou régional dans plusieurs pays européens ou comme ce pourrait être le cas si le Front national français obtenait des positions de pouvoir importantes au niveau municipal, régional ou national.

Le politique ne retrouvera une capacité d'action et d'autorité au sens noble du mot (la capacité de rendre auteurs des personnes, enfants ou adultes, pour lesquelles l'autorité est une référence de valeur et non une soumission aveugle) que s'il cesse pour lui-même de confondre

autorité et domination.

De même, la gauche civique et sociale doit prendre en charge pleinement le débat et l'action pour le droit démocratique à la « sûreté » (article clé de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) en montrant à la fois que celle-ci est globale (la sécurité alimentaire et la sécurité sociale en sont des composantes aussi essentielles que celle des personnes ou des biens) et en montrant la responsabilité des « sociétés de marché » dans la montée des phénomènes de violence.

Les États-Unis témoignent de manière dramatique comment le couple formé par la dérégulation économique et sociale et des politiques répressives couronnées par la peine de mort s'accompagne d'une croissance dramatique de la violence.

Cette gauche civique et sociale incluant les courants écologistes et ceux de la gauche radicale, en lien avec le tissu associatif de la société civile dont elle est le plus souvent issue, sait souvent mieux que la gauche partidairiste la réalité des attentes et des angoisses populaires. Elle peut être le ferment d'un renouveau démocratique à l'image des manifestations de ces dernières semaines.

\* Patrick Viveret est conseiller référendaire à la Cour des comptes, auteur du rapport sur « Les nouveaux facteurs de richesse » au secrétaire d'État à l'économie solidaire, Guy Hascoët.

**Si l'élection constitue  
l'un des rendez-vous majeurs  
d'une démocratie,  
la qualité du processus  
qui prépare ce rendez-vous et le suit  
est trop souvent négligée.**

# La construction d'un monde commun

Par Jean Zin \*

La démocratie ne se réduit pas à un rapport de forces, mais doit construire une mise en commun du monde par des discours publics et des institutions. Dans une démocratie comprise comme tentative d'apprendre à vivre ensemble, chacun devrait avoir le droit à la parole. Et la nécessité de répondre aux données scientifiques impose la construction d'une contre-expertise collective.

Malgré le retour apparent à la normale, ce que nous venons de vivre le 21 avril dernier avec le premier tour de l'élection présidentielle n'est rien de moins que la fin du mythe de la démocratie majoritaire, alors même qu'on croyait assister à son triomphe partout dans le monde depuis la mort du communisme. L'étude de la répartition géographique des votes et abstentions dans toute la France depuis des années montre que, depuis la Révolution, jamais la démocratie française n'avait tant douté d'elle-même si longtemps (1). La contingence de l'événement ne doit pas cacher non plus son caractère répétitif – des élections présidentielles américaines à la mainmise de Berlusconi sur la démocratie italienne – ni qu'il a été précédé d'une avalanche de livres constatant l'impasse de nos institutions (2). Il est significatif que le dernier texte de Pierre Bourdieu publié dans sa revue (3) soit une critique des procédures de vote et

de la démocratie représentative : il semblait nous léguer ainsi la tâche de repenser la démocratie en ses fondements, dépassant sa mythologie libérale au nom de la réalité de pratiques sociales effectives de domination.

Il faut bien dire qu'en ce moment la légitimité « démocratique » de plus en plus de gouvernants apparaît problématique, du moins au regard des principes : que ce soit Bush élu au finish avec moins de voix que son adversaire, Berlusconi détournant à son profit le système médiatico-démocratique, ou bien Chirac, improbable rempart contre l'extrême droite, on constate que la démocratie ne fonctionne plus. Les élections aboutissent à des résultats qui ne sont l'expression d'aucune volonté générale. On pourrait en imputer ici la faute aux sondages tout autant qu'à leur interdiction pendant le vote, car si les Français avaient pu suivre en direct la montée de Le Pen, ils y auraient fait sans doute barrage immédiatement.

Si une hypothétique volonté générale ne peut plus trouver son expression dans notre démocratie compétitive, c'est aussi qu'elle a perdu une bonne part de sa légitimité au regard des « droits de l'homme ». Ainsi, le droit d'une majorité à imposer sa volonté à des minorités est contesté ouvertement en Italie par des mobilisations syndicales sans précédent, et cela bien que Berlusconi puisse encore

se targuer d'un soutien majoritaire dans les sondages. Le caractère inapproprié de la démocratie occidentale a été dénoncé depuis longtemps par les Africains. Devant les impasses de plus en plus visibles de nos institutions, il nous faut mieux entendre ces critiques et comprendre la supériorité de la palabre sur le vote. Contrairement à la mythologie démocratique, il faut prendre conscience que le vote est une violence, surtout dans les petits groupes, visant à faire taire les minorités.

Cette critique du vote rejoint la position de Platon dans le Lachès lorsque Socrate refuse de départager mécaniquement les opinions par un vote et préfère s'engager dans une recherche commune : ne pas supposer qu'on sait mais qu'on ne sait pas, et qu'il faut donc aller y voir de plus près ; ne pas se poser seulement la question de ce qu'on veut mais de ce qu'on peut savoir et de ce qu'on ignore ; ne pas faire selon les caprices de l'opinion mais essayer de savoir ce qu'on fait.

Au vote comme expression de la volonté générale, les Africains opposent la palabre. À cette mythologie du vote comme expression de la volonté générale (qui justifie tous les fascismes arrivés au pouvoir « démocratiquement »), les Africains opposent la palabre qui vise l'accord des interlocuteurs après le temps de discussion nécessaire, la recherche d'un consensus qui n'est pas donné au départ ni imposé, mais résulte de la construction d'un discours commun par le dialogue et la participation des intéressés, l'épuisement des argumentations... Cela va bien au-delà des sondages, ou de simples votes, qui opèrent une agrégation des opinions d'individus isolés, ce qui n'est pas du tout la même chose que l'échange public et la construction d'un monde commun à partir de différents points de vue. Plutôt que d'affirmer une totalité sociale recouvrant nos divisions, la palabre part d'une division effective, dont la résolution n'est pas donnée au départ mais résulte de la discussion. Ce cadre coopératif où « ma victoire n'est pas ta défaite » est plus adapté à la complexité de notre société qu'une démocratie compétitive tombée de la lutte des classes au marché de représentants. Le dépassement de la démocratie compétitive par une démocratie cognitive et participative est indispensable à une véritable refondation. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté : face aux défis qui se posent à nos sociétés, notamment au nom du difficile principe de précaution, il a fallu inventer ce que les auteurs d'Agir dans un monde incertain (4) appellent des « forums hybrides » (comme les conférences de citoyens), sortes de jurys d'assises»>>

**Dans le Lachès,  
Socrate refuse  
de départager  
mécaniquement  
les opinions  
par un vote  
et préfère s'engager  
dans une recherche  
commune.**



> améliorés qui permettent la confrontation d'expertises contradictoires et l'ébauche d'un consensus informé. Ici, le vote devient purement indicatif, ne recouvrant pas les arguments du débat sous un rapport de forces ; il ne peut remplacer l'acceptation par les populations concernées qui se constituent en collectifs (habitants, malades, travailleurs, minorités...).

S'il faut abandonner le mythe de la volonté générale d'une démocratie majoritaire et uniforme, c'est donc pour une démocratie participative, démocratie des minorités, mais en tant qu'elles participent à la construction d'un monde commun : construction d'un dissensus d'abord, expression d'un conflit, d'une différence, tout autant que tentative de construction d'un consensus final, sans rester enfermés dans nos différences

« communautaristes ». La question centrale de cette démocratie écologiste devient celle du « vivre ensemble ».

Si nos institutions républicaines sont encore celles de la volonté générale identifiée au vote majoritaire, cela fait quelque temps pourtant que la démocratie médiatique ressemble plutôt à un marché, livré au marketing, et dont une part de plus en plus importante de la population est exclue (abstentionnistes, étrangers, etc.). Dans cette politique spectacle privilégiant les « acteurs », il n'y a plus de place pour une quelconque vérité.

La démocratie des droits de l'homme, ce n'est pourtant pas avoir l'illusion de donner son avis sur des sujets qu'on ne connaît pas, ce devrait être de pouvoir choisir sa vie et de pouvoir intervenir sur ce qui nous concerne plutôt que de subir des décisions plus ou moins « majoritaires » sans avoir son mot à dire.

Le scepticisme néolibéral ramène

tout simplement la démocratie au marché

Il faut partir de ce scandale pour notre démocratie individualiste néo-libérale et post-moderne qu'il y a du réel, de la vérité. Que nous partageons une même Terre avec ses limites, un même climat que nous avons détraqué. Ce n'est pas une question de choix, d'opinion, de valeurs, de religion ni de vote démocratique ou d'expression d'une quelconque immanence. Il faut se rendre à l'évidence : le monde existe réellement en dehors de nous, avec ses lois, il nous est « transcendant » (5) et, si on peut le découvrir, sa connaissance n'en est pas immédiate mais passe par l'expérience et la discussion.

L'écologie n'est pas autre chose que l'affirmation de cette transcendance du monde, de ses limites et de sa continuité historique, de la succession des générations qui nous engage dans la durée.

C'est assumer son passé et son avenir, « se donner le temps ». Nous ne pouvons pas décider du monde où nous sommes nés, ni de son passé, ni de ses limites. Les conséquences de nos actes, de nos productions, de nos destructions sont bien réelles aussi, quoi que nous en pensions. Avant de poser la question si urgente de ce qui dépend de nous, il faut d'abord déterminer ce qui ne dépend pas de nous. Dire qu'il n'y a qu'un seul monde commun ne signifie pas qu'il ne puisse y avoir qu'un seul point de vue sur ce monde : celui-ci est au contraire pluriel et diversifié, comportant niveaux et plans différenciés. L'objectivité intersubjective résulte d'une mise en commun de perspectives opposées, de positions contradictoires. On sait bien que nos démocraties d'opinions se refusent à toute autre vérité que procédurale, au nom d'un pluralisme relativiste, individualiste et multiculturel qui se croit délivré de toute autorité et prétend à une totale liberté d'esprit, alors même que, jamais peut-être, la pensée n'a été aussi pauvre et les « multitudes » si uniformes !

Ce scepticisme néolibéral, qui récusé toute pensée et donc tout véritable dialogue au nom d'une société « ouverte », ramène tout simplement la démocratie au marché (ou aux sondages). S'il faut voir dans ce « dogmatisme anti-dogmatique » une saine réaction aux totalitarismes idéologiques qui ont ravagé le XX<sup>e</sup> siècle, on doit constater que le néolibéralisme tombe dans les mêmes extrêmes idéologiques et une autre sorte de totalitarisme en laissant croire qu'on ne peut rien savoir, ni rien faire, sinon laisser faire aveuglément la main invisible des marchés et les laisser décider à notre place (6). Nous ne sommes pourtant pas condamnés au dogmatisme des idéologies ou au scepticisme intéressé des sophistes comme on voudrait nous le faire croire. Il y a une voie moyenne, plus raisonnable, plus « juste » et bien connue puisqu'elle est à l'origine du développement occidental et de la démocratie : celle de la philosophie et de la science, qui nous fournissent une méthode pour construire une vérité commune.

La science et la technique sont tellement intégrées à notre civilisation que nous n'apercevons pas à quel point elles sont au fondement de notre société. Il n'y a pas de démocratie sans une science universelle, c'est-à-dire une vérité partagée comme condition de tout dialogue, de toute société. En ce sens, on peut dire que la science tient ce rôle de religion pour nos sociétés.

Il faut rappeler que religio ne vient pas de religare, mais de relegere qui veut dire « exécuter religieusement les rites ». Ce qu'on « relègue » ainsi, c'est ce dont on ne peut décider par soi-même mais

dont on hérite (par tradition ou révélation) et qu'on transmet en le laissant indemne. De nos jours, si la communauté internationale réclame un multiculturalisme, un relativisme des valeurs, une cohabitation des religions, on peut soupçonner que cela n'est possible que sur la base d'une acceptation universelle des lois de la science et de la technique, comme le suggère un colloque à l'Unesco sur les sciences et les religions (7).

Dire cela peut susciter de nombreux malentendus. Il ne s'agit en aucun cas de prendre ce que disent les sciences pour parole d'Évangile, encore moins de ressusciter un scientisme borné ou retomber dans une religion de la Raison qui a montré ses impasses répétées. Il ne s'agit d'abord que d'une constatation. Non seulement toutes les religions doivent faire avec les sciences, mais celles-ci constituent le langage commun par lequel passent les dialogues inter-religieux quand ils ont lieu. Cela ne veut pas dire que les sciences ne sont pas contestées dans leurs objets, leurs méthodes, leurs conséquences, mais cela ne peut se faire que sur une base universelle, en adoptant une partie au moins de la démarche scientifique, contribuant de ce fait à la constitution de la science comme objet commun et réel partagé.

La philosophie est l'affirmation que la vérité n'est pas donnée

Faire le constat que la science constitue un langage universel, à une place tenue autrefois par la religion, n'est pas vouloir transformer la science en religion, ce dont elle serait d'ailleurs bien incapable.

Reconnaître une fonction sociale dogmatique des sciences, dans l'objectivation d'un monde commun,

ne signifie pas renoncer à la dénonciation du dogmatisme scientifique ou de l'idéologie du marché et de la technique. Mais il faut admettre que cette dénonciation n'est pas autre chose que la méthode scientifique elle-même. La science se distingue clairement du dogmatisme des anciennes religions en ce que sa modernité consiste précisément à critiquer la tradition aussi bien qu'elle-même : elle est capable (pas toujours !) de remettre en cause ses préjugés et paradigmes afin de s'approcher toujours plus d'un réel qui reste hors d'atteinte, au-delà de nos représentations. Ce qui caractérise la science, ce n'est donc pas tant ce qu'elle sait, qui est considérable, que de maintenir le doute, et, refusant d'identifier le savoir et l'être, laisser une place centrale à l'ignorance et l'étonnement qui nous poussent à voir de plus près et faire le détour. Ce qui caractérise la science, c'est le mode de production d'une vérité partagée. On voit qu'on est bien loin du scepticisme néolibéral.

De même, la philosophie ne consiste pas à revenir aux préjugés de l'opinion, ni à adhérer à un système idéologique, mais bien à construire par la discussion publique une objectivité commune. La philosophie est l'affirmation que la vérité n'est pas donnée ni la conscience de soi. Devenir philosophe signifie à la fois une prise de recul, de distance critique envers soi, envers ce qu'on pense, ce qu'on veut, ce qu'on désire, ceux qu'on imite... Au-delà de ce travail du scepticisme, c'est aussi affirmer une vérité commune, une contrainte extérieure qui nous rassemble derrière la diversité des opinions, des lieux, des sexes, des subjectivités... Loin de tout dogmatisme aussi bien que de tout relativisme, la philosophie >>>

**Ce qui caractérise la science,  
ce n'est pas tant  
ce qu'elle sait,  
qui est considérable,  
que de maintenir le doute.**

1 F. Salmon.

2 On peut citer, entre autres, La Démocratie contre elle-même, de Marcel Gauchet ; et La Démocratie post-totalitaire, de Jean-Pierre Le Goff (voir en notes de lectures, p. 102).

3 Actes de la recherche en sciences sociales, février 2002.

4 Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (Le Seuil, 2001).

5 Il faut comprendre ici le terme transcendant en opposition à immanence. C'est le sens kantien opposant notre représentation

extérieure des phénomènes à la « chose en soi », que nous ne pouvons jamais atteindre en dehors de nos catégories mais qui est le réel lui-même, transcendant à nos représentations. Il n'y a donc pas connaissance immanente de l'univers (ni « données immédiates de la conscience »), mais approche progressive par modélisations d'une objectivité extérieure qui ne dépend pas de nous. La conscience de soi elle-même n'est pas immédiate. Ce n'est pas l'esprit qui est transcendant à la matière mais la matière qui est transcendant à l'esprit. Il y a pourtant une immanence, celle de la liberté et de

l'action, celle de la dévoration animale pour Bataille qui oppose la transcendance du monde profane, la conscience claire de la chose dégagée du sentiment de soi, à l'immanence du sacré, l'intimité animale avec le monde (« comme de l'eau dans l'eau »), notre fascination, notre implication, notre motivation, notre intentionalité, notre désir. On peut parler d'immanence active comme dit si bien Jacques Robin dans le sens où notre action participe d'un processus historique, où notre liberté transforme le monde. C'est pour la représentation, pour la

conscience, pour la science que le réel est transcendant et donc toujours voilé, construit, historique, dont l'événement nous surprend de sa présence inattendue. Pour la transcendance de l'économie et de la société, des effets de groupe, voir Mark Rogin Ansprach, À charge de revanche, figures élémentaires de la réciprocité, Le Seuil, 2002.

6 cf. La Démocratie post-totalitaire, de J.-P. Le Goff.

7 cf. le colloque organisé par l'Unesco « Science et quête de sens » (Paris, 19-20/04/02), où la science apparaissait surtout comme lien entre les religions.

8 Jouir du pouvoir, par Pierre

> incarne la vérité du scepticisme (le doute de Descartes aboutit à la certitude du sujet). C'est le contraire de la mauvaise foi du sceptique qui prétend récuser toute vérité possible, faisant comme si on ne savait rien sous prétexte qu'on ne peut tout savoir ! La philosophie est née en réponse à la rhétorique démagogique des sophistes, dénonciation de l'insuffisance d'une politique réduite à la communication, au spectacle et à l'estocade. Elle affirme qu'au-delà des séductions du pouvoir, il faut se gouverner soi-même avant de gouverner les autres, se connaître, ce qui veut dire savoir ce qu'on ignore en découvrant l'étendue de ses préjugés, du poids de l'opinion, des malentendus, des confusions... La philosophie doit nous ouvrir au dialogue.

Une démocratie ne peut survivre

à des inégalités scandaleuses

Nous avons vu que la démocratie ne peut plus se limiter au marché politique, d'autant que l'essentiel du pouvoir passe de plus en plus du côté de l'élaboration des projets, que les votes ne font ensuite qu'entériner. L'important n'est pas le bulletin anonyme pour des enjeux qui nous dépassent mais le gouvernement sur nos vies ; ce n'est pas le droit de décider n'importe quoi mais celui de ne pas être sacrifié à des intérêts privés. Dans ce monde de la science et de la technique, cela exige un partage des savoirs et des richesses.

Il ne s'agit pas de revenir à une logique du même (un même peuple, un même chef) produisant un « amour bureaucratique » terrifiant, analysé par Pierre Legendre (8). Mais la logique de l'Autre, tellement à la mode, ne vaut guère mieux, la « caserne libertaire » nous précipitant dans l'uniformisation planétaire, le marché, l'utilitarisme, la solitude, le sexe sans phrases... L'alternative n'est pas entre une norme autoritaire et la liberté du plus fort, mais dans une norme qui produise de l'autonomie et favorise la diversité. Pour sauvegarder une véritable pluralité, nous avons donc besoin de construire un monde commun qui lui donne sens, au-delà de nos divergences, et nous permette de vivre ensemble. De le construire car il n'est pas donné, immédiat ni définitif... Ceci suppose la constitution de collectifs produisant du savoir, et abolissant ainsi les anciens monopoles du savoir et du pouvoir. Chacun peut devenir expert, cela exige simplement de s'investir dans l'apprentissage d'un domaine, d'interroger les savoirs disponibles, d'apporter sa pierre au débat public plutôt que sa voix. Partager des valeurs, enfin, c'est d'abord partager les richesses. Une démocratie ne peut survivre à des inégalités scandaleuses, comme les Grecs le savaient déjà. Nous pouvons partager avec quiconque un discours sur le monde, à condition de partager le même monde, donc ses richesses. Pour vivre ensemble, il faut faire une place à chacun. Devant les impasses de l'industrialisation planétaire,

# « Sans pouvoir ni modèle »

Un entretien avec Miguel Benasayag \*

Le renouveau démocratique s'exprime à travers une myriade d'initiatives, sociales et civiques, qui tentent de construire une alternative au système. Pour Miguel Benasayag, ce qui est parfois perçu comme une faiblesse de ces mouvements – le refus de la conquête du pouvoir et d'un modèle conçu a priori – constituent en réalité leur meilleur atout.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Dans votre livre *Du contre-pouvoir*, vous mettez en lumière la nouvelle radicalité portée par les mouvements civiques et sociaux. En quoi consiste-t-elle ?

MIGUEL BENASAYAG : Avec Diego Sztulwark, nous voyons dans l'entrée en scène du mouvement zapatiste au Chiapas (Mexique) le point de départ de l'émergence d'une nouvelle radicalité. Les zapatistes renouent avec un discours et des pratiques alternatifs : ils ne se contentent plus de dénoncer les excès du système mais affirment que la société de l'argent et du profit peut et doit être dépassée. Dans les années qui suivent, les mouvements qui se développent en France et en Europe – pour les sans-papiers, les sans-logis, les chômeurs... –, au-delà des revendications immédiates, participent de la même volonté de bâtir une alternative à la marchandisation du monde.

Aux quatre coins du monde émergent des expériences de lutte qui cherchent les voies d'une nouvelle émancipation. Cette contre-offensive se situe en rupture avec les méthodes des groupes politiques traditionnels : elle excentre, sans la nier, la question du pouvoir et refuse l'idée d'un modèle anticipateur défini a priori... Les vieux habits de la militance « contre » sont abandonnés au profit de la quête de modes de vie et de pratiques alternatifs : il s'agit de dépasser en actes, dans la vie de tous les jours, l'individualisme du système. Il s'agit, à travers des solidarités en situation, de construire l'émancipation ici et maintenant.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : En quoi ces nouveaux mouvements laissent-ils de côté la question du pouvoir ?  
MIGUEL BENASAYAG : Ce qui était la question centrale de toute politique alternative – à savoir la prise de pouvoir et ses >>>

> modalités comme point de passage obligé dans le processus de transformation de la société – devient relativement secondaire. Certes, à un moment donné, face à telle ou telle situation, les mouvements contestataires peuvent être amenés à s'occuper du pouvoir. Mais sa conquête n'est plus l'objectif visé. Cette position n'est pas « basiste », elle résulte plutôt d'une hypothèse philosophique et anthropologique : l'objectif ne précède jamais l'action ; il est redéfini en permanence au fur et à mesure que cette action évolue. Dans ce schéma, ni le pouvoir ni quoi que ce soit d'autre ne peut donc constituer l'objectif à atteindre.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :  
L'absence de modèle ne constitue-t-elle pas aussi un handicap ?

MIGUEL BENASAYAG : Avec la faillite du système soviétique, on a annoncé la fin des grands récits de l'histoire, de la raison et du sujet. Ce cri de guerre contre

toute tentative de transformation sociale comportait un noyau de vérité : le « modèle » qui, des années durant, avait ordonné la pensée et la pratique militante, était devenu caduc. Les luttes des années 90 – au Chiapas, au Brésil, en Europe... – ont marqué le retour d'une nouvelle subjectivité anti-capitaliste, mais on avait le sentiment que ces luttes se développaient « malgré » l'absence de modèle. Aujourd'hui, nous arrivons à une nouvelle phase où ce qui était vécu comme un manque est perçu comme un atout : si les expériences alternatives se multiplient de par le monde, ce n'est plus « malgré » mais « grâce à » l'absence d'un modèle. Pourquoi cela ? Tout le monde sent bien que la complexité du réel ne supporte pas de modèle... alors qu'un projet, lui, s'accommode très bien de cette complexité. Prenez un exemple simple : en Argentine, deux millions et demi de personnes sont insérées dans des réseaux de troc, mais personne ne prétend

que cela constitue un modèle alternatif au néolibéralisme. On est bien dans le projet, pas dans le programme ou le modèle...

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :

En France, les mouvements civiques et sociaux n'ont-ils pas du mal à échapper à la tentation du modèle ?

MIGUEL BENASAYAG : En France, on est toujours guetté par la tentation de vouloir démontrer. Dès qu'on fait quelque chose, il faut être connu et reconnu. Ici, l'universel, le sens, la transcendance se cherchent dans la représentation de ce que l'on fait. En Amérique latine, ils se situent plus directement au niveau de l'action elle-même. Ce qui fait obstacle à l'émergence réelle d'une alternative en France, c'est sans doute cette envie permanente de démontrer.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :  
En même temps, ce souci >>>

**En Argentine, deux millions et demi de personnes sont insérées dans des réseaux de troc, mais personne ne prétend que cela constitue un modèle alternatif au néolibéralisme.**

>>> de représentation ne s'explique-t-il pas par la volonté de surmonter le caractère segmenté des luttes et des initiatives ?  
MIGUEL BENASAYAG : Certes, la dispersion actuelle des combats et des initiatives constitue un frein. Et les mouvements contestataires manquent d'une certaine forme de visibilité et de lisibilité. Mais ils ne pourront jamais la trouver dans des modèles classiques de représentation et de médiatisation. Il faut toujours partir des situations concrètes, car il n'y a de la totalité que dans la partie.  
La centralité et la dispersion conduisent pareillement à l'impuissance.  
Nous leur opposons la catégorie des multiplicités. La multiplicité est une forme d'immanence dans la transcendance, alors que la dispersion se situe dans l'immanence sans transcendance.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :  
Vous insistez beaucoup sur les pratiques « situationnelles », affirmant que « dans chaque situation existe la possibilité d'une politique subversive qui questionne les relations de pouvoir hégémoniques de l'époque ». Cette vision vous rapproche-t-elle des situationnistes ?  
MIGUEL BENASAYAG : Pas vraiment. Les situationnistes parlaient de construire des situations ; nous disons, nous, que les situations s'autoaffirment, s'autoconstruisent...  
La totalité d'un système s'exprime concrètement dans certaines situations. Pour nous, le sort d'un mouvement de situations dépendra largement de la puissance qu'auront les nouveaux militants pour résister à la virtualisation d'un contre-pouvoir.

Vous évoquez une autre rupture anthropologique : celle qui concerne la place de l'homme dans l'univers...  
MIGUEL BENASAYAG : Spinoza estimait déjà, à juste titre, que nous ne sommes pas un empire dans l'empire. Nous avons mis plusieurs siècles à accepter ce qu'il nous disait. La réhabilitation des cultures indiennes en Amérique latine constitue un bon indice à mes yeux : si les Indiens redeviennent à la mode, c'est bien parce qu'ils sont porteurs d'une culture qui valorise l'harmonie entre l'être humain et la nature. Une hypothèse lourde de notre modernité – la liberté réside dans la domination de l'homme sur la nature – est en train d'être dépassée...

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :  
Quelles leçons tirez-vous des récentes élections françaises ?  
MIGUEL BENASAYAG : Ces élections viennent nous rappeler une évidence : le pouvoir n'est pas le lieu de la puissance. Il y aura toujours un aspect névrotique dans l'exercice du pouvoir au sens traditionnel du terme. Il y aura toujours des gens qui aimeront être désignés « représentants du peuple ». Mais ce sont eux qui doivent s'adapter au retour du politique à la base : ce n'est sûrement pas aux nouveaux mouvements sociaux qu'il appartient de s'adapter.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :  
La contestation joyeuse que vous décrivez ne se heurte-t-elle pas à un sérieux obstacle : la tristesse qui envahit nos sociétés ?  
MIGUEL BENASAYAG : La première raison de cette tristesse généralisée, c'est que la promesse d'un paradis terrestre qui découlerait du progrès historique n'a pas été tenue : le

futur, qui relevait jusqu'alors du domaine l'espoir, s'est transformé en attente angoissée face à l'horizon de la menace. C'est ainsi que la tristesse et l'impuissance ont envahi nos sociétés.  
Le capitalisme, sous sa forme néolibérale, apparaît aujourd'hui comme un système de la tristesse consolidé dans lequel rien ne serait possible.  
Le progrès est passé aux oubliettes, mais il en reste un ersatz : le confort.  
C'est d'ailleurs ce qui fait que le moins nanti d'entre nous a toujours beaucoup à perdre : une façon d'être au monde, une manière de sentir, de penser et d'aimer profondément structurées par l'individualisme...  
Beaucoup de gens n'ont plus de désir, rien que des envies...  
Seul le désir, pourtant, peut recréer du lien social.

Propos recueillis  
par Philippe Merlant

\* Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste, est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Du contre-pouvoir* (avec Diego Sztulwark, La Découverte, 2000).

# Cinq préalables pour une participation réussie

Par Philippe Merlant

Plutôt que de rendre obligatoires les conseils de quartier et autres outils de démocratie participative, ne vaudrait-il pas mieux analyser les raisons pour lesquelles tant de démarches s'enlisent ? Et tenter, à partir de là, de cerner les conditions indispensables à leur réussite.

Ambivalence. C'est sans doute ce qui caractérise le mieux l'attitude de nos concitoyens à l'égard de la démocratie dite « participative ». D'un côté, de plus en plus de politiques et de militants associatifs n'ont que ce mot-là à la bouche. De l'autre, et presque simultanément, la rumeur persistante veut que ça ne marche pas : la participation, cela peut fonctionner au Brésil, mais chez nous, non vraiment, la greffe ne prend pas !

De fait, nombre d'initiatives menées en France autour de cette idée semblent rapidement piétiner... Sans doute peut-on repérer, à la lumière des expériences menées, les causes de l'enlissement. Ce qui permet, par simple décalque, d'identifier quelques préalables indispensables à la réussite des démarches. En voici cinq, tirées d'un certain nombre d'observations de terrain. Naturellement, la liste est loin d'être exhaustive.

## 1. Reconnaître

que la démocratie a un prix

Il y a deux manières d'appréhender la démocratie participative. L'attitude la plus courante, chez nombre d'élus notamment, consiste à considérer qu'il s'agit là d'un « cadeau » fait aux habitants. On leur « octroie »

une part de pouvoir pour répondre à une demande supposée de participation. Pour peu que la bonne volonté des citoyens vienne à s'essouffler, on hausse les épaules en maugréant : « Décidément, les gens ne veulent pas vraiment participer ! »

L'autre manière de voir les choses, c'est de constater que la complexité grandissante du monde ne peut trouver de réponse satisfaisante que dans la multiplicité des sources d'expertise, donc la participation du plus grand nombre aux prises de décision. C'est dans cette logique que s'inscrivent, par exemple, les « panels de citoyens » et autres « conférences de consensus » : on constitue des panels de citoyens (tirés au sort, à la manière des jurys d'assises), on leur fait jouer un rôle d'évaluateurs non professionnels, et des experts les assistent afin qu'ils puissent proposer des solutions au problème posé.

Déjà utilisée plus de 200 fois en Europe, la méthode a quelque peine à pénétrer la France (1). Il faut dire que, si l'on veut respecter intégralement le modèle initial, les membres du panel sont exemptés d'activité professionnelle pendant la durée du travail et rémunérés. Bref, la démarche a un coût, que les décideurs français semblent avoir du mal à avaler : « Nous avons l'habitude qu'un avis technique ou juridique génère un surcoût pour un projet : quand cessera-t-on de penser que l'implication des citoyens ne doit rien coûter ? », questionne Hans Harms, consultant allemand spécialisé dans la mise en place de ce type de méthode (2).

## 2. Eviter le face-à-face

élus-habitants

Il convient d'éviter que la démarche ne se réduise à un face-à-face entre élus et habitants. Car on ne saurait passer aux oubliettes le rôle clé des services municipaux. Une commune de l'Oise en a fait l'expérience voilà deux ans, au moment de se lancer dans la rénovation du centre commercial de l'un de ses quartiers populaires. Le maire, sincèrement convaincu des vertus de la participation, a souhaité associer les habitants aux grands choix : principes de rénovation, priorités, planning de travail...

Le problème, c'est qu'il s'est engagé vis-à-vis d'eux sur un calendrier incompatible avec les contraintes de ses services. Mauvaise humeur des techniciens, allers-retours avec les élus, retard considérable dans la réalisation du chantier, désillusion des habitants, accusations de « trahison »... il a fallu de nombreux mois avant de comprendre qu'il n'y avait pas mauvaise volonté des uns ou des autres, mais simplement difficulté d'ajustement entre les trois logiques. Depuis, la mairie n'engage pas de démarche participative sans y associer les élus, les habitants... et les services municipaux !

## 3. Changer les modes

de production de la décision

Trop souvent, les citoyens sont conviés à participer sans savoir précisément où s'arrête leur rôle. Les cas sont légion où les habitants, après avoir répondu favorablement à l'injonction de participer, s'aperçoivent que le projet sur lequel ils vont discuter est déjà passablement « ficelé ».

Et cela ne vient pas toujours de la mauvaise volonté des élus : à l'Île-Saint-Denis (93), après la victoire d'une liste « verte et citoyenne », le maire a proposé aux habitants de monter un atelier public d'urbanisme et de déplacements sur le projet de tramway qui doit traverser la ville (3).

Un schéma de principe avait déjà été adopté, et les maîtres d'ouvrage, au départ, avaient du mal à comprendre qu'une seule commune, par son souci « participatif », fasse prendre du retard à l'ensemble du projet.

Il a fallu toute l'énergie de l'équipe municipale pour les convaincre que l'objectif d'une intelligence collective supérieure valait bien la peine de prendre quelques mois de plus.

Clarifier les règles du jeu, c'est savoir ce qui est délégué, dans quel champ, et jusqu'où ?

On passe alors d'une vision dans laquelle la participation sert seulement à faire accepter à la population les choix politiques des élus à un vrai

renouvellement des modes de production

**Les cas sont légion où les habitants, après avoir répondu favorablement à l'injonction de participer, s'aperçoivent que le dossier sur lequel ils vont discuter est déjà ficelé.**



>de la décision.

#### 4. Disposer d'outils méthodologiques rigoureux

Le caractère informel des démarches de participation constitue a priori plutôt une richesse : il s'agit de faciliter l'expression de points de vue multiples, peu structurés, peu cohérents... Le risque, en même temps, c'est que de telles démarches s'enlisent dans l'amateurisme. Avec les risques de manipulation que cela induit : combien de comités de quartier finissent par dépérir suite à la confiscation de la parole par quelques-uns, toujours les mêmes, devenus de quasi-professionnels de la prise de parole ? Et combien de procédures participatives, prévues dans le cadre des derniers « contrats de ville » (4), ont juste servi à renforcer le poids de deux ou trois associations chouchoutées par les élus ? Plus on est dans l'informel, plus on doit adopter des outils formalisés et des méthodologies rigoureuses. À défaut, la démocratie participative a vite fait de dériver vers le « n'importe quoi »...

#### 5. Savoir construire des désaccords féconds

Parmi les outils nécessaires, il convient d'accorder une attention particulière à ceux qui permettent d'organiser les termes du débat. Il s'agit notamment de distinguer ce qui relève du malentendu ou du procès d'intention et ce qui ressort de divergences de fond, afin de construire les termes d'un désaccord fécond. Une méthode simple, pour l'animation d'un

débat, consiste à donner à tous les participants un jeu de cartons : des cartons blancs qu'ils utilisent s'ils estiment manquer d'informations pour pouvoir se faire une opinion ; des cartons rouges pour exprimer un désaccord avec tel ou tel intervenant.

Ce dispositif basique permet ainsi d'éviter de mélanger en permanence la clarification des enjeux et l'expression des opinions.

Un autre type d'outils consiste à organiser le débat entre des personnes d'avis notoirement divergents sur un thème. Chacun expose son point de vue, puis on lui demande ce qui lui semble particulièrement intéressant dans le point de vue des autres et les zones de sa propre argumentation où il se sent plutôt « léger ».

À partir de là, on peut repartir pour un second tour de débat, dans lequel chacun a pu à la fois enrichir et nuancer ses positions en fonction de celles des autres...

Ce texte est inspiré d'un article publié dans le magazine La Vie (n° 2955, 18-24 avril 2002).

\* Philippe Merlant est rédacteur en chef de Transversales.

1 Une conférence de citoyens sur les changements climatiques s'est toutefois tenue à la Cité des sciences et de l'industrie, en janvier dernier, à l'initiative de la Commission française du développement durable. Voir l'article de Jacques Testart.

2 Comme la Ville, n° 4.

3 La ville de l'Île-Saint-Denis vient de recevoir pour cette initiative le prix spécial du jury du Grand Prix de l'Environnement.

4 Les contrats de ville sont un outil de contractualisation entre l'État et les collectivités locales sur les questions de politique de la ville. La participation des habitants à la définition de ces contrats a été rendue obligatoire pour la dernière génération (2000-2006).

**Plus on est dans l'informel,  
plus on doit adopter des outils formalisés  
et des méthodologies rigoureuses.  
À défaut, la démocratie participative  
dérive vite vers le « n'importe quoi »...**

# Trois critiques de la démocratie

Par Joël Roman \*

La critique de la démocratie et de ses dysfonctionnements n'est pas nouvelle. Historiquement, elle a connu trois formes principales : la critique populiste, la critique élitiste et la critique activiste. Revisiter les impasses ou les dérives auxquelles chacune d'entre elles peut conduire n'est pas inutile si l'on veut éviter de verser dans une critique radicale qui oublierait la signification profonde de la démocratie : un pouvoir qui vient du peuple et doit régulièrement être validé par le peuple par l'intermédiaire du suffrage.

Le choc du 21 avril a ravivé les interrogations sur la démocratie : à l'évidence, notre démocratie se porte mal, pour que de pareils résultats soient possibles. On a d'ailleurs vu fleurir de nombreuses explications : les unes incriminant l'absence d'enracinement social de la vie politique et des institutions, les autres développant un soupçon sur la manière dont les médias et les sondages influencent le scrutin, d'autres encore critiquant les lacunes du civisme des électeurs, sans d'ailleurs que ces critiques soient exclusives les unes des autres.

S'il est légitime de s'interroger sur les dysfonctionnements de notre démocratie et les moyens d'y remédier, il faut aussi veiller à ne pas verser dans une critique radicale, qui oublierait la signification profonde de la démocratie : un pouvoir qui vient du peuple et doit périodiquement être validé ou choisi par le peuple, par l'intermédiaire du suffrage ; au-delà, une société qui, à cet égard au moins, est une société d'égaux.

La critique de la démocratie a en effet une longue histoire, et s'est développée autour de trois registres principaux, qu'on peut qualifier de critique populiste, critique élitiste et critique activiste. Il convient d'y revenir plus en détail afin d'analyser les argumentaires de ces trois critiques et leurs conséquences.

La critique populiste s'en prend au principe même de la représentation. La critique populiste de la démocratie consiste, pour l'essentiel, à fustiger l'éloignement des élites politiques par rapport au peuple, à soupçonner systématiquement dans le principe de la représentation le risque d'une dérive vers une autonomisation plus ou moins totale des représentants. Cette critique se montre toujours prête à dénoncer dans les pratiques de la démocratie une résurgence de l'oligarchie. Elle est plus ou moins intense, et surtout plus ou moins fondée. Constaté aujourd'hui le caractère éminemment peu représentatif de notre personnel politique n'est pas nécessairement faire preuve de populisme. Mais attribuer ce défaut de représentation au principe de la représentation, et mobiliser le peuple comme entité prétendument saine contre la corruption des élites, c'est déjà s'engager sur une pente qui est celle de l'argumentaire de Jean-Marie Le Pen. Celui-ci maîtrise en effet parfaitement ce registre, et en a fait l'un des ressorts permanents de sa rhétorique politique. Une bonne part de son discours consiste en effet à s'en prendre violemment à la confiscation du pouvoir par une caste, homogène socialement et consensuelle intellectuellement, qui n'aurait de cesse que d'exclure du jeu tous >>>

La démocratie  
n'est pas seulement  
un ensemble  
de procédures  
rationnelles.  
Elle enveloppe aussi  
de l'imaginaire,  
des passions,  
une représentation  
du vivre ensemble...

>>> ceux qui prétendent contester ses privilèges.

Face à elle, l'immense majorité du peuple, exclu ou même victime de cette confiscation du pouvoir, dont le leader du Front national serait le porte-parole héroïque et injustement stigmatisé.

Cette critique de notre fonctionnement démocratique n'est pas le fait du seul Le Pen. Sur un mode mineur, une bonne partie des commentaires qui ont accueilli sa présence au second tour de l'élection présidentielle reprennent en fait le même argumentaire.

La gauche, ou plus généralement la classe politique, aurait perdu le peuple, se serait détournée de ses légitimes préoccupations, comme par exemple

la sécurité (on se demande, tant qu'à faire, pourquoi s'arrêter en si bon chemin, et ne pas ajouter les autres thèmes favoris du dirigeant populiste, par exemple l'immigration, puisqu'on lui accorde qu'il exprime mieux que la politique classique les préoccupations populaires). Son langage, ses manières d'être, un certain souci de la complexité et le refus de la simplification seraient à l'origine d'un discrédit qui s'est transformé en déroute. Prenons garde, en maniant ces arguments qui contiennent une part de justesse dans le diagnostic, de ne pas subrepticement importer la totalité de l'argumentaire, et condamner ainsi l'exercice d'une démocratie de responsabilité au profit d'une démagogie moins totalitaire que populiste, qui substitue à la représentation une identification à un leader charismatique.

On le voit, la critique populiste de la démocratie s'appuie sur un des aspects de notre démocratie contemporaine, que les médias ont considérablement amplifié et qui a conduit à parler de démocratie d'opinion : cette tendance à cristalliser l'opinion majoritaire, mesurée instantanément, en agglomérant des réactions spontanées et souvent peu réfléchies, sous la forme d'une vox populi aussi massive qu'incontestable.

Pour autant, il nous faut entendre ce qui, de cette critique, doit venir contrebalancer nos institutions et nos pratiques : la démocratie n'est pas seulement un ensemble de procédures rationnelles, permettant un échange pesé d'arguments et destiné à permettre le choix le moins mauvais possible. Elle enveloppe aussi de l'imaginaire, des passions, une certaine représentation du vivre ensemble...

De même, représenter ne veut pas seulement dire se montrer attentif à des intérêts ou à des revendications, mais aussi être capable d'une certaine manière de ressembler et d'incarner.

Défaut d'incarnation et défaut de symbolique seraient ainsi les principales leçons à retirer

de cette critique.

La critique élitiste se situe aux antipodes de la critique populiste : pour elle, la démocratie repose sur un présupposé radicalement vicié, celui de l'égalité arithmétique des individus et de la loi du nombre. Par construction, la démocratie met les élites – en particulier les élites de la compétence, mais aussi les arguments rationnels, le souci du long terme et le sens de la complexité – à la merci de l'ignorance et des passions, des imbéciles et des méchants.

De ce point de vue, qui fut défendu avec un certain succès par toute une tradition de penseurs politiques pessimistes, de Pareto à Schumpeter, la démocratie n'est au mieux qu'un mécanisme de dévolution de la légitimité, mais qui ne permet que la mise en concurrence d'élites qui doivent alterner. Mais le mécanisme se grippe si les élites en compétition, pour rallier les suffrages populaires, se lancent dans une surenchère démagogique ou si interviennent dans le jeu des outsiders qui récuse cette règle. C'est ainsi qu'on a pu voir, au lendemain du 21 avril, des commentateurs estimer que les électeurs du Front national sont « perdus pour la démocratie ». D'autres, sans nécessairement aller jusqu'à une telle conclusion, estiment que, de toute manière, ces électeurs ont choisi en toute connaissance de cause et qu'il faut cesser de leur trouver des excuses, sociologiques ou autres. Les plus pédagogues estiment que patiemment, par l'éducation, on pourra petit à petit acclimater ces réfractaires. Certains se résignent à faire la part du feu, estimant que seule une action répressive, d'une part, et de mise à distance, de l'autre, peut être efficace. D'autres enfin imaginent qu'on pourrait parvenir à les intégrer, sur le modèle qui fut jadis celui dont la gauche, par le truchement du Parti communiste, a su endiguer la sauvagerie de la classe ouvrière, comme l'a exprimé sous une forme plus policée Georges Lavau, en parlant de la fonction tribunicienne du Parti communiste (que cela passe, comme dans d'autres pays européens, par une intégration politique des courants populistes ou par la récréation à gauche d'un pôle révolutionnaire au discours exclusivement protestataire).

Quand la critique élitiste de la démocratie rejoint la démagogie populiste

Dans cette hypothèse, le meilleur rempart contre les interventions intempestives du peuple réside dans les verrous institutionnels que l'on est en capacité de poser, notamment via l'Europe :

58 > 59 peu importe que celle-ci devienne le bouc émissaire

des frustrations de nombreuses couches sociales puisque, précisément, on lui demande de les endiguer sans les entendre. Laissons passer les braillards et travaillons aux choses sérieuses ! Tels seraient les fondements d'une démocratie des experts, qui laisse aux autres comme seul choix de pouvoir récuser une équipe d'experts au profit d'une autre.

Là encore, cette critique n'est pas sans quelque fondement : la démocratie est aussi un échange réglé d'arguments rationnellement motivés, un ensemble de procédures d'arbitrage complexes entre intérêts

et points de vue divergents. Elle exige une mise à distance des passions, et une capacité à s'élever à l'intérêt général. Nos institutions sont insuffisamment délibératives, les éléments du débat ne sont pas exposés avec clarté, les arguments ne sont souvent pas explicités... Quant au suivi des décisions ou à l'évaluation des politiques publiques, tout reste à faire, ou presque.

Ainsi, une certaine morgue élitiste et la démagogie populiste se donnent la main et se confortent l'une l'autre. Le remède est ici dans le partage social de l'expertise, l'organisation de son pluralisme et la mise en débats de ses présupposés et de ses résultats.

Participation active  
contre représentation

La critique activiste vise avant tout le caractère formel des procédures démocratiques. Soucieuse de la participation active du plus grand nombre, elle s'en prend essentiellement au mécanisme de délégation, qui éloigne le pouvoir du citoyen. C'est la critique de gauche par excellence, celle qui met l'accent sur les vertus de la démocratie participative et la valorise contre la démocratie représentative. Son propos est de rendre les citoyens acteurs et responsables. La délégation de pouvoir et la confiance accordée à des représentants engendrent assistance et désintérêt pour la chose publique ; elles induisent aussi un comportement de consommateur.

En un sens, la critique activiste offre une synthèse des deux précédentes : sa méfiance vis-à-vis de la représentation la rapproche des populistes, tandis que son souci de la responsabilité et du contrôle l'apparente aux élitistes. De fait, il y a un brin d'élitisme dans cette vision des choses : qu'en est-il de ceux qui ne peuvent pas, ou pire, ne veulent pas participer ? La critique activiste n'est jamais très loin de penser que ceux-là n'ont pas droit à se plaindre, qui ont abdiqué de leur pouvoir entre des mains réputées plus expertes. Elle écarte avec un geste>>>

>de mépris l'objection que lui adressent les politiques traditionnels qui font valoir – souvent avec beaucoup de mauvaise foi mais parfois avec quelque pertinence – qu'ils sont eux-mêmes à l'écoute du plus grand nombre, de la majorité silencieuse, mais que celle-ci ne souhaite pas de cette participation de tous les instants.

Dans cette logique, la critique activiste verserait volontiers dans ce que l'on pourrait appeler une démocratie d'effervescence, avec pour seul projet la mobilisation permanente d'énergies de contestation, sans se soucier d'une véritable capacité de faire ensemble. Bénéfique dans son rappel de la nécessité d'asseoir la démocratie sur des procédures participatives (celle-ci ne se résumant pas à la délégation de pouvoir mais se définissant aussi par une capacité de négociation permanente avec la société civile), la critique activiste manque à son tour de verser dans une forme d'élitisme quand elle oublie que la participation ne peut être qu'intermittente, et que la démocratie commence par la reconnaissance de l'égalité de dignité de tous, quelle que soit leur capacité ou leur volonté d'engagement, à être représentés. La participation tend à être exclusive, tandis que la représentation est en droit inclusive.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est légitime de considérer les résultats électoraux en pourcentages des suffrages exprimés, de ne compter ni les votes blancs ou nuls, ni de rapporter les pourcentages aux inscrits : cela ne veut pas dire que ces comportements soient dénués de signification, mais tout simplement que la signification individuelle qu'ils revêtent ne peut être investie d'une portée collective, sinon pour un commentaire sociologique ou politique. Le vote étant une procédure de décision collective, ceux qui s'en retirent pour une raison ou pour une autre choisissent, en fait, de s'en remettre

à d'autres, lesquels les représenteront aussi, quoi qu'ils en aient.

Inversement, cette argumentation n'est recevable que si la représentation se préoccupe véritablement de représenter tout le monde, d'être inclusive, c'est-à-dire si elle est soucieuse d'être toujours au mieux représentative. Et cela exige que l'aiguillon de la participation vienne en permanence la rappeler à sa tâche. Dès que la représentation s'assoupit, elle se transforme en confiscation du pouvoir au profit d'une élite auto-désignée, qui ne perçoit plus les aspirations divergentes que comme des intrusions illégitimes. Elle ouvre ainsi la voie à la dérive populiste, réceptacle de toutes les frustrations.

Entretenir la dynamique

des pouvoirs et des contre-pouvoirs

Entre démocratie d'opinion, démocratie des experts

et démocratie d'effervescence, la démocratie contemporaine est sur une crête étroite, menaçant sans cesse de verser dans la caricature de l'une ou de l'autre. Il est toutefois probable qu'elle doit conjuguer ces trois directions en même temps.

Les excès de l'une d'entre elles ne font pas contre-poids aux deux autres, mais précipitent au contraire un déséquilibre général : trop de confiscation du pouvoir ne vient pas brider le populisme mais le libère ; une soumission trop grande à la tyrannie de l'opinion oblige à ne pouvoir s'appuyer que sur des arguments d'autorité institutionnelle ou d'impossibilité matérielle ; l'absolutisation de l'effervescence contestatrice hypothèque un réformisme vrai et nourrit à son tour les deux autres tendances régressives. Seule une capacité de tenir ensemble les trois directions offre une issue, mais sans autre garantie que la dynamique plus ou moins réglée des pouvoirs et des contre-pouvoirs : après tout, n'est-ce pas cela aussi le cœur

**Dès que la représentation s'assoupit,  
elle se transforme  
en confiscation du pouvoir  
au profit d'une élite autodésignée.**

# REVUE DE PSYCHOLOGIE DE LA MOTIVATION

## 11 SEPTEMBRE 2001 : LE CHOC DES CONSCIENCES

Patrick VIVERET, L'humanité face à son inhumanité

Bruno MATTEI, Le mur de Manhattan

Edgar MORIN, Guerre au terrorisme ?

Armen TARPINIAN, L'aveugle et le borgne

Alain BAVELIER, Politique et psychologie

Dr Cyrille CAHEN, Dévoiement du sacré

Alain CAILLÉ, De la première à la troisième société (Entretien)

Jacques DEMORGON, Le délaissement de l'histoire et la « crase » Al Qaida

Richard PÉTRIS, Au pied des tours (Forum Internet)

Bruno VIARD, 11 septembre 2001 : Histoire, suite...

Hamid AMIR, Mal-être culturel et fanatisme

Dr Gérard MENDEL, La maladie infantile de la modernité islamique

Patrick FERRENQ, L'économie à l'épreuve de la psychologie.

Le modèle américain est-il un intégrisme ?

Gérard LANGLOIS-MEURINNE, Inconscience et violence collectives

Lionel NADAUD, Agressivité individuelle, nature humaine et violence sociétale

Maridjo GRANER, Développement individuel et développement démocratique

Fanny MOUREAUX-NÉRY, De « l'intelligence émotionnelle »

Najib ARFAOUI, « Du berceau jusqu'à la tombe... »

CHARTE DES RESPONSABILITÉS HUMAINES

DÉCENNIE DE LA NON-VIOLENCE ET DE LA PAIX

Revue semestrielle

N° 33 – Juin 2002

12,50 € – En vente en librairie (Diffusion DIF'POP)  
ou commander à Revue Motivation, 83 avenue d'Italie 75013 Paris (+ 3 € pour frais d'envoi)  
Abonnement (2 numéros par an) 25 €  
Tél. : 01 53 61 12 08 – Fax : 01 44 24 25 27